

La Lutte de Classes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

45, Bd de la Villette
PARIS (10^e).

OCTOBRE 1929

2^e ANNÉE
N° 13-14

S O M M A I R E

Nos tâches (*Editorial*). — Déclaration sur le conflit Sino-russe (*La rédaction*). — A propos d'un article de Louzon sur le Travaillisme (*P. Sizoff*). — Résolution secrète contre Boukharine (*fin*). — Coup d'œil sur le mouvement ouvrier

anglais (*P. Sizoff*). — Réponse à notre enquête. — Les livres : Vers un nouveau Congrès d'Amiens, par M. Chambelland (*A. Ariat*). — Les Revues.

Nos tâches

Nous avons besoin d'un instrument pour porter la voix de l'opposition dans des couches importantes du prolétariat. Nous avons besoin d'une arme, c'est à dire d'un organe qui paraisse régulièrement, qui renseigne, aide et soit soutenu par les prolétaires. Il nous fallait absolument engager une lutte avec l'appareil bureaucratique du Parti Communiste dégénéré, pour arracher à son influence les ouvriers qui se laissent entraîner dans sa démagogie et son incohérence. Aujourd'hui nous avons cet arme, c'est *La Vérité*, organe hebdomadaire de l'opposition toute entière. Chaque ouvrier révolutionnaire, chaque communiste, doit lire et soutenir *La Vérité* s'il veut collaborer effectivement à la régénération du mouvement communiste.

Il y a déjà longtemps qu'un journal comme *La Vérité* aurait dû voir le jour en France. Dès l'aggravation de la crise de l'Internationale, l'opposition en France aurait dû faire des efforts systématiques pour informer régulièrement le prolétariat sur les événements que l'*Humanité* déforme tous les jours. Elle s'est contentée de publications fragmentaires, espacées, sans suite. Aujourd'hui

La Vérité remplit la tâche ardue, mais féconde, de remonter le torrent de mensonge et de démagogie que déverse l'*Humanité*, et de renseigner hebdomadairement le prolétariat fermement, avec une ligne marxiste sans défaillance !

Notre premier devoir, c'est d'informer. Mais cela est loin d'être suffisant. Il faut aussi discuter et agir. Discuter, cela veut dire faire renaître l'esprit de critique qui peut seul permettre l'éducation des militants, le développement de cadres instruits et compréhensifs. La discussion sur les problèmes politiques et économiques, nationaux et internationaux, ne peut plus se faire dans le parti. Elle doit donc se faire hors de lui. Quelques revues de l'opposition, dont *La Lutte de Classes*, essayaient déjà de remplir cette tâche. Mais cela ne pouvait suffire, étant donné surtout le caractère dispersé de ces publications. *La Vérité* ouvrira des discussions.

En suite, agir. Notre action doit être de deux sortes. D'abord il faut atteindre les camarades dans le parti et hors de lui. Il faut pour cela qu'un travail patient leur fasse lire régulièrement *La*

Vérité ; il faut les réunir pour leur expliquer la situation. Il faut leur expliquer l'origine de notre crise, son caractère international et ses caractéristiques nationales. Il faut entreprendre un grand travail d'éducation pour leur faire dépasser l'étape actuelle où l'appareil du parti les maintient. On doit réveiller chez tous l'esprit de la véritable critique révolutionnaire, et faire appel à un sens de la discipline qui ne soit pas celui de la menace et de la bêtise.

Et puis, il faut organiser les camarades. Ces deux travaux sont liés. Ils découlent naturellement de la situation faite aux véritables communistes par la bureaucratie de l'I. C. Dans la Deuxième Internationale, avant la guerre, les marxistes révolutionnaires avaient la possibilité de mener leur lutte contre le centre et les réformistes, sans quitter l'organisation. Le Parti bolchevik ne cessa de rester en contact étroit avec les mencheviks et toute la social-démocratie. L'extrême-gauche allemande, qui donna naissance à Spartacus, était une aile de la social-démocratie. Aujourd'hui après la faillite de la Deuxième Internationale et la Révolution russe, et 12 ans après cette révolution, la 3^e Internationale est constituée sur un modèle bureaucratique qui rejette automatiquement les meilleurs forces du marxisme révolutionnaire, du communisme. Les communistes ne peuvent donc plus travailler dans leur organisation. D'où la nécessité pour eux de se constituer en fraction indépendante. Mais cette fraction ne doit pas être considérée comme un îlot de fortune suspendu au-dessus des Internationales. Non, c'est une fraction internationale qui représente l'élément marxiste révolutionnaire, véritablement communiste, quoique hors de la 3^e Internationale.

L'organisation des camarades ne pourra se faire que lentement, au fur et à mesure du développement de nos idées. L'organisation doit recouvrir, encadrer, et donner tout son sens à une réaction spontanée du prolétariat. Il est certain que la crise du parti a atteint un degré tel que le moment approche où l'opposition devra s'organiser méthodiquement en toute indépendance. Aujourd'hui, il faut que chaque membre du parti, et chaque ouvrier révolutionnaire qui a quitté le parti, ou chaque travailleur qui ne veut pas entrer au parti, se rende compte de ceci : seule la dictature de la caisse, et par suite de la presse, impose au prolétariat les cliques dirigeantes du parti communiste et de la C. G. T. U. Le parti sans l'*Humanité*, c'est zéro. Il faut donc que l'opposition organise sérieusement sa presse. Ce sera le premier pas vers une organisation plus cohérente et autonome.

La Vérité présente encore les défauts qui découlent des circonstances de sa naissance. D'abord elle doit raffermir ses liens avec les lecteurs. Un organe de lutte révolutionnaire ne peut pas se contenter d'apporter aux masses une lecture toute faite. Il faut que les lecteurs soutiennent leur journal, en lui écrivant et en le critiquant. C'est la condition indispensable de son développement. Ensuite *La Vérité* devra accorder une attention soutenue à tous les problèmes posés aujourd'hui par les événements *indépendamment* de ce qu'en pense le parti ! Ainsi elle deviendra peu à peu le journal révolutionnaire qu'elle veut être.

Déjà le soutien et les encouragements lui viennent de toute parts. Il faut aller carrément de l'avant, avec confiance et sans arrière-pensée.

Nous pensons que les premiers pas pour la constitution d'une opposition cohérente et clairvoyante doivent être faits sur la base des problèmes qui sont aujourd'hui posés à la classe ouvrière française. La crise maintenant ouverte dans la C. G. T. U. avec l'apparition d'une nouvelle minorité, nous aidera à poser ces problèmes. Dans notre revue nous allons méthodiquement aborder ces problèmes, et d'abord bien les poser.

Mais nous ne pouvons pas nous restreindre à ce cadre des problèmes nationaux. La politique du capitalisme est aujourd'hui une politique mondiale. La crise de l'Internationale Communiste est aujourd'hui une crise à l'échelle mondiale. Nos positions doivent toujours revêtir un aspect international hors duquel il n'y a pas aujourd'hui de politique communiste véritable. Sous cet angle nous continuerons à étudier les principaux problèmes internationaux, en fonction d'un groupement nécessaire de l'opposition à l'échelle internationale. Nos préoccupations principales doivent aller aux mouvements des pays européens dont l'évolution est pour nous décisive. Ainsi nous suivrons de près les événements d'Angleterre et d'Allemagne. Tout cela est amorcé. Il faut continuer avec persévérance, sans préoccupations de sectes, mais avec largeur, et sans perdre de vue la grandeur des tâches qui nous sont aujourd'hui imposées.

La Lutte de classes mensuelle est pour cela à la disposition des communistes. Qu'ils nous lisent régulièrement, mais aussi qu'ils fassent connaître leurs critiques. Nous saurons toujours les accueillir et en faire profiter le mouvement tout entier.

Déclaration sur le conflit sino-russe

De nombreux articles ont été publiés dans la presse oppositionnelle sur la question du Conflit de l'Est-Chinois. Nous publions ci-dessous une déclaration sur ce sujet. Ce n'est pas une discussion, ni un commentaire, c'est une déclaration de principe tout à fait stricte, sur laquelle notre comité de rédaction s'est entièrement mis d'accord, et qu'il propose à la discussion, ou à l'approbation de tout le mouvement communiste.

I. C'est le 10 juillet 1929 que les agents de Chang-Kaï-Chek se sont emparés par la force du chemin de fer Chinois de l'Est, géré jusqu'à ce jour par une commission mixte russo-chinoise, en vertu des accords de 1924. Les autorités Chinoises ont en outre arrêté des centaines de fonctionnaires et d'ouvriers soviétiques, perquisitionné les consulats, volés des documents. Le 13 juillet le gouvernement soviétique fit tenir au gouvernement de Nankin une note, très détaillée et explicite demandant l'annulation des mesures violentes prises par les autorités chinoises, la nomination d'une commission destinée à régler le conflit, et accordant 3 jours au gouvernement chinois pour répondre favorablement, sans quoi le gouvernement soviétique « se trouverait obligé de recourir à d'autres moyens pour défendre les droits légitimes de l'U.R.S.S. »

II. L'I. C. lança simplement un appel dénonçant la menace de guerre en Mandchourie, et l'aggression des impérialismes sous le masque du militarisme chinois. Elle déclara même que la guerre était pratiquement déclanchée. Mais la question ne peut pas être posée aussi simplement. Car la menace d'aggression de Tchang-Kaï-Chek aujourd'hui est la rançon de son soutien par l'I. C. dans le développement de la révolution en 1926. C'est donc sur une base purement opportuniste que l'I. C. dénonce aujourd'hui le danger de guerre en Mandchourie.

III. L'Opposition communiste, qui a dénoncé la politique de capitulation devant la bourgeoisie chinoise poursuivie par l'I. C. en 1925-26-27 se trouvait sur un excellent terrain pour dénoncer la politique d'aggression de Chang-Kaï-Chek contre la Russie soviétique en proie aujourd'hui à une lutte de classe accrue ; l'opposition mène en U.R.S.S. le combat pour assurer au prolétariat le maintien et le développement des conquêtes d'Octobre, contre la bureaucratie stalinienne et les éléments du capitalisme renaissant qu'elle abrite. Elle connaît d'autant mieux le prix qu'il faut attacher aux positions actuelles du prolétariat en U.R.S.S., positions que l'aggression des militaristes chinois est de nature à affaiblir encore, et que la bureaucratie stalinienne n'est pas capable de défendre selon une ligne révolutionnaire conséquente.

Cependant des thèses nombreuses et différentes ont vu le jour dans les rangs de l'Opposition internationale. La multiplicité et la diversité des points de vue reflète très bien l'état d'émiettement et le manque de cohésion qui caractérise au-

jourd'hui l'opposition. Ce manque de cohésion est lui-même une conséquence directe du régime d'ignorance et d'absence de critique mis en honneur dans l'I. C., et qui s'est plus ou moins prolongé dans l'opposition. Il met en lumière le danger de réactions mécaniques anti-soviétiques sous prétexte d'antibureaucratisme dans l'opposition, ainsi que le manque de rigueur et l'obscurité des points de vue sur la nature de l'Etat soviétique. Sous cet angle la discussion ouverte spontanément dans l'opposition au sujet du conflit sino-russe doit servir à déterminer une opinion ferme et définitive, valable dans la période présente pour toute l'opposition.

IV. Que signifie l'aggression chinoise contre le chemin de fer de l'Est ? C'est avant tout un geste aventurier contre la Russie soviétique de la part d'une clique militariste plus ou moins appuyée par l'impérialisme. La tension entre l'U. R. S. S. et le gouvernement chinois date de l'écrasement de la révolution prolétarienne en Chine, écrasement qui a été hâté par la direction de l'I. C. Depuis la défaite de la révolution prolétarienne le gouvernement nationaliste chinois, retournant ses armes contre les masses chinoises, a été obligé de déplacer aussi son offensive extérieure en la faisant passer de l'Angleterre et du Japon contre la Russie soviétique. Ce changement d'orientation montre que les impérialistes ont retrouvé partiellement un terrain commun avec le gouvernement nationaliste chinois, dans la lutte contre la Russie soviétique.

Tchang-Kaï-Chek et ses subordonnés ne représentent pas un gouvernement qui soit fondé de pouvoirs d'une bourgeoisie établie et ayant résolu les problèmes démocratiques de sa croissance. L'avortement de la révolution prolétarienne a signifié aussi l'avortement de la révolution bourgeoise démocratique. Les impérialistes conservent toujours les concessions, la juridiction consulaire, les traités « inégaux » le service des indemnités, le contrôle des douanes, etc... quoique le gouvernement s'efforce toujours de liquider pacifiquement et diplomatiquement ces problèmes. D'autre part le pouvoir de fait appartient toujours aux cliques militaristes, dont l'existence est elle-même la conséquence d'une anarchie paysanne que le gouvernement nationaliste et la bourgeoisie chinoise sont impuissants à résoudre. Il est donc absolument erroné de faire de Chang-Kaï-Chek le représentant d'une Chine bourgeoise unifiée et « progressiste », reprenant le chemin de fer de l'Est au même titre qu'elle réclame la rétrocession des concessions impérialistes.

Le Kuomintang actuel sur lequel est censé s'appuyer Chang-Kaï-Chek n'a plus rien de commun avec le parti primitif de Sun-Yat-Sen. Celui-ci avait été fondé pour réaliser l'unité démocratique chinoise à la fois contre les impérialismes et contre la propriété foncière, base économique et condition nécessaire de l'existence des cliques militaristes féodales. L'axe social du Kuomintang primitif était la bourgeoisie commerçante des villes. Le Kuomintang actuel s'est associé les proprié-

lares terriens et, au gré des circonstances, la plupart des cliques militaristes. Son axe n'est plus la bourgeoisie des villes (lutte de Chang-Kai-Chek contre la chambre de commerce de Shanghai). C'est un amalgame des propriétaires militaires et bourgeois qui n'a pas pu réaliser d'unité de direction entre les provinces.

V. Il est certain que les généraux chinois ne se bornent pas à agir *pour le compte* des impérialismes. Mais les impérialismes ne peuvent que bénéficier d'une attitude hostile de Tchang-Kai-Chek envers l'U.R.S.S. Les prétentions des grandes puissances sont d'ailleurs plus ou moins contradictoire entre elles, et cela seulement suffirait à les empêcher de pousser à fond vers un conflit armé total. Le Japon a les intérêts les plus tangibles en Mandchourie, et sa politique protectionniste dans cette région est ancienne. L'Angleterre a des intérêts commerciaux dans toute la Chine, et pas particulièrement en Mandchourie, qui la mettent souvent en contradiction avec les Etats Unis, qui ont toujours préconisé la politique de la porte ouverte en Chine, étant donné qu'ils n'y possédaient pas d'anciens privilèges.

VI. Le centre des compétitions dans la Mandchourie est le Chemin de fer de l'Est parce que c'est lui qui conditionne le développement économique et culturel de la région. Après la guerre Russo-Japonaise de 1905 le Japon contrôla l'embranchement de Kharbine à Moukden (Sud-Mandchourien). De 1907 à 1924 la situation est très confuse ; le Japon essaye de soustraire le Chemin de fer à l'influence soviétique, ou chinoise. De 1918 à 1920 l'exploitation est gérée par une Commission interalliée de Ravitaillement, sous une direction américaine.

De 1920 à 1923 Tchang-Tso-Lin essaye de s'approprier le Chemin de fer. En 1924 intervient l'accord entre le gouvernement chinois et le gouvernement soviétique. Le Chemin de fer est géré en commun et l'influence prépondérante appartient à l'U.R.S.S.

Par l'accord de 1924, l'U.R.S.S. empêchait que le chemin de fer tombe entre les mains de Tchang Tso Lin, et par lui du Japon. L'accord signifiait la possibilité pour l'U.R.S.S. d'aider la révolution chinoise montante. Même après l'échec de la révolution en 1926-27, dans lequel l'I. C. porte une part de responsabilité énorme, le maintien de l'influence soviétique en Mandchourie signifie encore la possibilité d'aider le prolétariat chinois dans un essor prochain. Elle est aussi une protection contre les attaques toujours possibles des généraux et gardes blancs. Du point de vue du prolétariat chinois (et non de la bureaucratie communiste de l'I. C.) le maintien du régime des accords de 1924 est la meilleure solution au conflit mandchourien, et par conséquent c'est celle que l'Opposition doit proposer.

VII. Placé devant le fait d'une agression militariste contre le chemin de fer, l'U.R.S.S. ne pouvait pas se borner à voir là une reprise normale de biens appartenant à la « nation » chinoise. Cependant, le ton et les arguments contenus dans ses différentes notes de protestations n'ont pas été ceux qui pouvaient le mieux réunir l'approbation du prolétariat international. La politique étrangère de l'U.R.S.S. a reflété dans ce cas les

déformations de la bureaucratie et du « nationalisme » que le régime actuel développe en U.R.S.S. La politique extérieure de l'U.R.S.S. suit des zig-zag analogues à sa politique intérieure. La cristallisation du sentiment nationaliste révolutionnaire sert à masquer les contradictions intérieures menaçantes. Il est composé pour partie de la réaction prolétarienne contre la politique impérialiste et militariste des agresseurs, et pour partie d'une poussée de nationalisme petit bourgeois orientée sur la défense des intérêts acquis depuis la révolution d'Octobre.

Le gouvernement soviétique développe son attitude selon la ligne qui aboutit à dénoncer la guerre « imminente ». Internationalement cela équivaut à appeler le prolétariat mondial à une défense immédiate de l'U.R.S.S. Cette attitude sert à masquer la lutte contre les éléments les plus clairvoyants du prolétariat en U.R.S.S. et contre toute l'aile gauche de l'I. C. La preuve que cette attitude n'est qu'un masque c'est que ni l'U.R.S.S., ni surtout la Chine, n'étant en mesure de faire la guerre, et les impérialismes n'étant pas aujourd'hui assez solidaires pour tenter une aventure, les pourparlers en vue d'un règlement se poursuivent pacifiquement. Les escarmouches de frontière provoquées par les gardes blancs témoignent d'un état d'hostilité qui existe depuis longtemps. Mais il ne peut en découler un état de guerre total que par une décision et une action générale des gouvernements centraux.

VIII. La politique de l'U.R.S.S. envers la Chine n'est cependant en aucun sens de l'impérialisme. L'impérialisme a un contenu économique et politique concret précis. Ce n'est pas une notion géographique. Expansion ne signifie pas forcément impérialisme. Une politique impérialiste de la part d'une nation quelconque suppose une base économique que l'U.R.S.S. ne possède pas, parce qu'elle a été bouleversée par la révolution d'Octobre. L'impérialisme ne peut signifier, du point de vue scientifique marxiste, que la dernière étape du capitalisme, c'est à dire une conquête de marchés pour l'exportation de capital, de marchandises, et l'importation de matières premières, par la force des armes ou l'écrasante supériorité économique, à l'échelle mondiale. Cette politique suppose un capitalisme indigène très évolué et très riche, une profonde différenciation des classes et une accumulation capitaliste très poussée. Aucune des ces données ne se retrouve en U.R.S.S. L'accusation d'« impérialisme rouge » dirigée contre la politique de l'U.R.S.S. en Mandchourie ne peut venir que de ceux qui font semblant de prendre les ambitions de la clique militariste de Chang-Kai-Chek pour le droit du peuple mandchou à disposer de son indépendance politique et économique, c'est à dire de ceux qui passent en fait sur le plan de la social-démocratie internationale.

IX. Etant donné les rapports de forces de classe internationales, et particulièrement, l'étape actuelle de la révolution russe et chinoise, les efforts de l'U.R.S.S. doivent absolument tendre au maintien de son influence sur le Chemin de fer de l'Est. Cette position doit être clairement exprimée au prolétariat mondial. Rendre le chemin de fer à Tchang-Kai-Chek et céder à la première menace équivaudrait à méconnaître l'utilité pour la

révolution russe à conserver sa base en extrême orient. Cela signifierait en outre aux yeux du prolétariat mondial reconnaître que les accords de 1924 ne pouvaient pas se soutenir, et que l'U.R.S.S. n'est même plus en état d'en défendre l'application.

Si les généraux chinois tentaient une mainmise définitive et complète sur l'Est-Chinois, ce qu'ils ne pourraient faire qu'avec l'appui ouvert ou caché de l'impérialisme Japonais ou autre, la question se poserait de savoir quelle attitude peut prendre le gouvernement soviétique. Selon toute probabilité l'U.R.S.S. serait contrainte à une cession ou tout moins à d'importants compromis. Une solution de force ne pourrait qu'entraîner une guerre dont les conséquences sont imprévisibles, et qui s'engagerait dans une période défavorable au prolétariat russe et chinois, et en général au prolétariat international. Il n'en reste pas moins vrai que le respect des accords de 1924 doit être défendu jusqu'à l'extrême limite compatible avec la nécessité du maintien de la paix pour l'U.R.S.S.

L'Opposition communiste internationale doit manifester clairement qu'elle repousse ceux qui se placent sur la ligne de défense nationaliste des militaristes chinois ; elle repousse pareillement ceux pour qui le conflit mandchourien n'intéresse en rien le prolétariat international. Elle lutte pour le maintien des accords de 1924 en Mandchourie. Elle s'adresse aux ouvriers en leur indiquant que les erreurs et les déformations de la bureaucratie soviétique dans le domaine de la politique extérieure n'empêchent pas que, dans le cas de l'Est chinois, c'est une position conquise par la révolution russe et non par la bureaucratie qu'il faut défendre.

LISEZ LA

VERITÉ

tous les **VEN'DREDIS**

45, Boulevard de la Villette, Paris 10
en vente dans tous les kiosques.
Le numéro, 8 pages, 0 fr. 50.

Pour la province, s'abonner directement, ou réclamer un dépôt à l'administration.

La Lutte de Classes

paraît tous les mois

45, Boulevard de la Villette, Paris 10°

Le Numéro — 2 francs.

Abonnements :	FRANCE	ETRANGER
1 an	20 fr.	30 fr.
six mois ..	10 fr.	15 fr.

Compte Chèque postal : 1333.80 Naville-Paris.

A propos d'un article de Louzon :

« Le seul moyen pour le travaillisme anglais d'arrêter la diminution des salaires »

Louzon par ses articles sur le conflit Sino-Russe nous avait déjà habitués à une certaine critique où il ne restait du Marxisme qu'une enveloppe sonore. Maintenant que Louzon éprouve le besoin de nous confier le fruit de ses réflexions sur la meilleure recette capable de sauver l'Angleterre bourgeoise, nous nous demandons avec inquiétude jusqu'où peuvent le mener ses naïves déductions. « Il n'y a pas majorité travailliste aux Communes, il n'y a donc pas majorité pour le prolétariat mais il y a majorité des travaillistes et des libéraux sur les conservateurs, donc majorité des ouvriers et des industriels sur le propriétaire foncier ; Mac Donald peut donc, sans crainte d'être renversé prendre l'initiative d'une lutte contre le propriétaire ». D'un coup de baguette, Louzon tranche le problème des classes, comme les conventions parlementaires divisent les députés en partis. Toute son arithmétique repose sur deux postulats : les libéraux sont les industriels, les conservateurs les propriétaires fonciers. Achevons le raisonnement de Louzon : les conservateurs sont infiniment plus forts que les libéraux donc les propriétaires fonciers sont les maîtres de l'économie Anglaise et oppriment une petite minorité d'industriels, impuissants. C'est une absurdité, mais ce n'est pas la seule. L'Angleterre est un pays d'expansion impérialiste. Quel est le parti le plus conséquent, le plus ferme dans la politique impérialiste, c'est le parti conservateur. Ce sont donc les propriétaires fonciers qui mènent une politique impérialiste parfois contre la volonté timide de Messieurs les industriels (libéraux d'après Louzon). L'Angleterre est donc un pays où la propriété foncière est la base économique politique de son action. Il est bien dommage que la Chambre des Communes ne contiennent pas d'autres partis bourgeois. Il reste encore bien des catégories qui cherchent leurs « partis » et qui dans ce domaine n'ont pas été aussi heureuses que les catégories « industriels » et « propriétaires fonciers » ; citons les financiers, les professions libérales, les commerçants, les paysans etc... ; ils sont rentrés dans le grand duel historique qui oppose maintenant industriels et propriétaires-fonciers ; ils le sont d'autant plus que cette lutte n'existe que dans les rêves nébuleux de Louzon. Au milieu du 19^e siècle, il est exact que dans l'ensemble, le parti Whig bien que composé de beaucoup de propriétaires, s'est trouvé lié à la bourgeoisie industrielle, et commerçante ; il est exact que le parti Tory, concentré sur le plan politique la lutte des propriétaires fonciers, protectionnistes et vendeurs de blé contre les industriels libre échangistes et exportateurs de marchandises. Ces deux partis ont vécu, ils ont fait peau neuve avec le développement de l'empire, comme a vécu cette lutte à la suite de l'expansion impérialiste. Propriétaires

et industriels se sont réconciliés dans le parti conservateur comme dans le parti libéral sous le signe de la finance et de l'impérialisme. Les grands propriétaires fermiers, les féodaux comme les ducs de Northumberland et d'Hamilton, le marquis de Bute, lord Derby figurent à la direction des grosses banques et des entreprises industrielles. Supposer qu'un parti bourgeois comme le parti libéral voterait l'expropriation des propriétaires fonciers c'est admettre que la bourgeoisie s'exproprierait elle-même. Louzon peut objecter que la nationalisation du sol, Lloyd George l'a réclamée. Mais Lloyd George a proposé n'importe quoi, y compris force charlataneries pour faire élire son parti par les ouvriers. Ce sont là choses sans importance et courantes dans les mœurs Britanniques. Si au contraire l'expropriation se fait aux « bénéfices » des industriels pour accroître leurs profits (quelle sollicitude !) La chose consistera à porter les sommes de la colonne rentes à la colonne intérêts ! Non seulement cela ne changera rien ni à la valeur du profit ni à sa répartition, mais encore, même dans l'hypothèse où le rentier serait lésé vis-à-vis du patron, quel « profit » en tirerait la classe ouvrière ? Il faut être aveugle pour croire que ce changement d'initiative puisse avoir une répercussion quelconque sur les marchés qui s'obstinent à refuser les marchandises anglaises. Il ne pourrait en avoir qu'accompagnée d'une rationalisation correspondante de l'industrie, ce qui dans son état actuel suppose un abaissement général des conditions de vie de la classe ouvrière et une augmentation du chômage. D'ailleurs de telles conjonctures ne sont pas pour effrayer les Ben Tillet, Bevin et autres chefs travaillistes, valets de la bourgeoisie (aussi bien libérale que conservatrice). Ils n'ont que faire des conseils amicaux de Louzon. Si, comme le pense Louzon, il y avait une telle opposition entre deux classes bien distinctes, propriétaires et industriels (comme au temps du chartisme), le prolétariat devrait naturellement en profiter pour obtenir la rationalisation du sol et sa remise entre les mains des paysans travailleurs, mais devrait-il en même temps se faire de nouveau le tremplin de son plus féroce ennemi la bourgeoisie industrielle, l'aider à consolider ses profits, rééditer sur le plan économique la farce bourgeoise du bill électoral de 1832 qui assura le pouvoir aux Whigs ? Les chartistes furent-ils des réactionnaires quand ils dénoncèrent âprement ce bill et plus tard la loi libérale sur les blés ? Louzon est-il un révolutionnaire lorsque dans ses abstractions politico-parlementaires, il réclame le renforcement de la bourgeoisie ? Cette bourgeoisie qui d'après son schéma enfantin serait 100 % libre échangiste comme au vieux temps de Richard Cobden, alors qu'elle ne peut se maintenir au pouvoir que par des tarifs protecteurs sans cesse renforcés et une politique d'empire plus étroite ! Louzon ne voit-il pas diminuer chaque jour la petite phalange libérale, ne voit-il pas l'adhésion d'une certaine couche travailliste au conservatisme économique ? Louzon ne voit rien, il vit dans les clichés du 19^e siècle. Mais alors si nous nous transportons à cette époque, pourquoi Louzon ne s'aviserait-il pas de prendre une leçon de conscience communiste dans les rangs admirables du chartisme ? Ce ne serait certes pas un recul sur son opinion

actuelle. Les Chartistes avaient à traiter le problème posé par Louzon non dans leurs esprits mais dans les faits, ils lui donnaient une solution diamétralement opposée à la solution bourgeoise-libérale de Louzon. Cela suffit à montrer l'abîme qui sépare des révolutionnaires obligés de lutter avec un fournisseur désintéressé de solutions hypothétiques. Mais, comme nous l'avons dit plus haut, ce problème de l'opposition entre 2 « classes » n'existe actuellement que dans la cervelle de Louzon. Sa critique doit donc rester subjective et s'inspirer de celle que l'on fait de ces hommes innocents qui voient dans l'arithmétique amusante le secret de l'existence d'une société.

Paul Sizoff.

LA VIE DE LA REVUE

Nous avons été obligés par l'abondance des matières de faire encore une fois un numéro de 24 pages. Le mois prochain nous reviendrons au numéro de 16 pages. Notre caisse souffre de cette augmentation du nombre des pages. Nous avons grand besoin que nos amis nous aident, qu'ils souscrivent, qu'ils fassent des abonnements, et qu'ils n'oublient pas, eux mêmes de se réabonner.

Nous avons lancé ici un appel pour la Vérité. Nous pensons que tous nos lecteurs, tous nos amis la soutiennent et la diffusent. Nous continuons et continuerons à faire dans la *La Lutte de classes* ce qu'on ne peut faire dans la *Vérité*, c'est à dire publier des articles un peu longs, et une discussion aussi abondante que possible. En somme un travail d'éducation et d'orientation politique plus étendu que ne peut le faire un journal hebdomadaire.

Notre souscription reste ouverte. Il faut que chacun de nos lecteurs y souscrive. Nous en avons besoin. Notre irrégularité dans la parution est fonction de notre manque de ressources.

Vient de paraître :

Histoire de la Commune de 1871

par LISSAGARAY

Nouvelle édition précédée
d'une notice sur Lissagaray
par A. Dunois

1 vol. de 600 pages 25 francs

A la LIBRAIRIE DU TRAVAIL
17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris.

Coup d'œil sur le mouvement ouvrier anglais

Le Socialisme en Angleterre est à l'ordre du jour. Que doit-on entendre par ces mots ? Le capitalisme anglais après avoir planté son étendard sur la plupart des terres du globe, après avoir été l'initiateur de toute une civilisation est entré dans une agonie lente mais irrémédiable. Né « dégouttant de sang et de boue des pieds à la tête », par l'expropriation violente des petits cultivateurs, la paupérisation forcée des artisans, le capital a, durant le 18^e et le 19^e siècle, transformé l'Angleterre en une nation de prolétaires. Mais par un procès absolument mécanique plus la masse des salariés s'accroît plus le marché s'amointrit pour les marchandises des entreprises capitalistes. Les capitalistes qui vendent aux salariés leurs produits, regagnent de la main gauche ce qu'ils ont offert de la main droite. Dans ces conditions, le profit est impossible et le capital pour apaiser sa soif du profit se rue sur les terres non industrialisées, sur les paysans, les artisans, des pays arriérés. Ainsi, à travers un siècle s'est rué le capital Britannique sur toutes les terres où l'on puisse trouver un homme qui respire et échange les produits de son labeur. Cela a duré jusqu'à ce que dans les autres pays, s'érigent des industries nationales, endiguant ainsi le flot des marchandises Britanniques. Pendant ce temps, l'accumulation grandissante s'en allait sous forme de capital financier dans les contrées lointaines des colonies. Des exploitations géantes surgirent du sol, aux sources de matière première, parmi des populations misérables dont la force de travail était à vendre pour une poignée de riz. Ainsi le capital, dans son extension se trouve en contradiction avec son propre développement. Partant, les marchandises de la métropole sont refoulées des marchés extérieurs, partant la concurrence oblige les industriels anglais à abaisser leur prix de revient pour conserver une marge de profit nécessaire à l'existence des classes dirigeantes. Ce procès qui avait déjà commencé bien avant la guerre, n'a fait que s'accroître par le canal de celle-ci. Dès 1873 l'hégémonie absolue du capital anglais subit un léger recul : l'Allemagne unifiée, et l'Amérique du Nord, débarrassée de l'esclavage commencent leur gigantesque ascension industrielle. A partir de 1900, la lutte devient plus âpre. Les dominions, l'Inde, le Japon, l'Europe toute entière tendent à se fermer au commerce Britannique. Depuis la guerre, le malaise est devenu mortel. Dominé par son créancier, le colosse Amé-

ricain, refoulé du continent par les industries nationales aux techniques plus développées, des colonies par leur propre industrialisation, le capitalisme Britannique est entré dans sa période de déclin. Les industries minières, textiles, métallurgiques, ne travaillent qu'à 60 ou 70 % de leur capacité de production, pourtant très réduite vis à vis de leurs concurrents étrangers. La crise périodique d'avant guerre est devenue chronique. Mille quatre cent propriétaires miniers se partagent des entreprises minuscules dont les dimensions ne permettent pas une large exploitation superficielle, et en plus doivent verser aux nobles lords propriétaires du sous sol la valeur des « Royalties » ou rente foncière.

Cinq cent entreprises de tissage et de filages se disputent un marché qui est une véritable peau de chagrin. Durant le lock-out de juillet 1929, voyant au bout de quinze jours leurs commandes passer à des prix inférieurs chez les industriels de France, de Suisse et du Japon, les intraitables maîtres du Lancashire acceptèrent de se soumettre à un compromis par voie d'arbitrage. Les capitaux disponibles fuient les industries qui sont le roc sur lequel s'élève la puissance industrielle de la Grande Bretagne : mines, textiles, métallurgie, constructions navales. Ils se précipitent vers les industries de luxe, cinéma, phonographes, où la rémunération est encore sûre ; ou mieux ils affluent sur les marchés étrangers comme New-York, où leur masses flottantes provoquent les sauts de la spéculation.

Le nombre des chômeurs qui autrefois oscillait entre deux cent mille et sept cent mille (dans les années de crise) n'est jamais descendu au dessous de un million ce qui fait trois ou quatre millions de personnes qui doivent de ne pas mourir de faim qu'à l'assurance d'Etat et aux caisses privées de bienfaisance. Le dixième de la population ouvrière est dans l'incapacité de se vêtir et de se chauffer...

Ainsi donc, le capital Britannique ne peut continuer son existence qu'en rognant chaque fois davantage sur le « standard of life » de la population. Il ne peut plus augmenter la part du bien être à laquelle elle pourrait s'attendre avec les moyens de la technicité. De force motrice de la production et de la civilisation moderne il s'est transformé en parasite qui ronge la chair de tout un peuple. En ce sens le socialisme est à l'ordre du jour. La socialisation des moyens de produc-

tion et d'échange, la nationalisation du sol ; l'organisation de l'industrie suivant un plan d'ensemble sous le contrôle de la classe ouvrière, peuvent seule apporter une amélioration durable au sort de la population, et en même temps contribuer à l'anéantissement du capitalisme mondial...

Mais, ici, se pose une question : l'instrument historique de l'expropriation socialiste, la classe ouvrière est-elle capable d'entamer actuellement cette tâche colossale ? Notre réponse sera catégorique : la classe ouvrière n'est pas encore parvenue à l'intelligence de sa destinée. Sa conscience retarde sur l'évolution économique ; elle ne nous apparaît pas seulement comme le reflet idéologique de l'état présent de la société, mais encore comme le reflet de tous les états qu'a successivement traversés le prolétariat. L'absence dans l'histoire moderne de l'Angleterre de ces révolutions, où se bouleversent même momentanément les valeurs morales et idéologiques, où de jeunes traditions nées d'un enseignement nouveau se substituent aux besoins d'un passé plus ou moins disparu, la continuité d'un état social très particulier et longtemps cristallisé, ont fait que dans son ensemble le prolétariat juge les choses présentes avec des formules du passé. La conscience nouvelle ne se forme que dans les ruines encombrantes des anciens préjugés, mais il serait faux de croire qu'elle atteint rapidement à son stade le plus élevé : la conscience historique révolutionnaire. Lénine dans « Que faire ? » a su distinguer à juste titre ces différents degrés de sa conscience : « L'histoire de tous les pays atteste que livrée à ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est à dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre les patrons, obtenir du gouvernement telle ou telle réforme ouvrière »... La conscience trade-unioniste, c'est la conscience dont se pénètre le prolétariat, qu'il forme une classe distincte, *différente* des autres classes et ayant ses intérêts propres. Ce n'est pas une abstraction surgie toute armée dans le cerveau d'un prolétaire, mais une lente élaboration qui reflète dans son activité les chemins multiples et parfois contradictoires de l'évolution de la classe ouvrière toute entière. On ne peut comprendre l'attitude actuelle du prolétariat anglais sans remonter à l'époque où il engraisait dans son sein une véritable aristocratie aux mœurs bourgeoises. On ne peut pas saisir non plus la portée historique de faits comme la grève générale de 1926 ou l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement travailliste en les détachant, d'une part de la situation économique en Grande Bretagne, d'autre part de cette longue formation d'une classe ouvrière autrefois divisée

en castes, maintenant unie dans une même conscience trade-unioniste. Mais, cette conscience, puisant sa source réelle dans la défense spontanée des travailleurs contre l'exploitation, naît avec le sceau de l'empirisme gravée sur le front ; des problèmes comme la transformation socialiste de la société ne s'accomode pas d'un tel empirisme. Ils nécessitent au contraire une claire conscience de la situation historique et l'existence d'une importante fraction du prolétariat, toute pénétrée de l'idéologie du marxisme révolutionnaire. Le Labour party au pouvoir ne possède ni l'une ni l'autre. Bien qu'il prétende justifier ses actes par une « théorie » dont nous reparlerons, tous sont en fait dictés par l'empirisme le plus grossier, le plus quotidien. Dans la trajectoire des événements, il ne distingue que les tangentes, il ne soupçonne pas leur courbure, encore moins les points cruciaux où la continuité historique se brise. Toutes ses mesures sont inspirées de la défense du moment présent, et par là regagnent celles de n'importe quel gouvernement bourgeois. Ces traits ne sont pas seulement spécifiques du Labour Party ; on les rencontre plus ou moins accentués dans toutes les autres sections de l'Internationale Socialiste qu'elles aient une origine marxiste ou trade-unioniste. C'est pourquoi paraphrasant la formule qui ouvrirait ce chapitre et remplaçant le mot concret par sa caricature politique, nous pourrions dire : la faillite du « socialisme » en Angleterre est à l'ordre du jour.

LA « PAIX » SOCIALE

C'est sous le signe de la misère croissante, sous la menace hideuse de la terrible loi des pauvres (1834) qui le prolétariat anglais, « jeté sur le fumier dans la rue, comme un chien », affirma sa puissance à la face du monde. De toute cette période, comprise dans la première moitié du dix-neuvième siècle, il ne reste pas de trace dans l'esprit et l'organisation du prolétariat moderne. Le Chartisme a grandi dans les luttes des ouvriers pour s'emparer du pouvoir d'Etat. Il a succombé à ses propres fautes et à l'évolution implacable de la puissance Britannique ; dans le souvenir du peuple sa dépouille a disparue, sous le sable des années. De 1850 à 1870, le triomphe du libre échange, la montée des salaires, ont permis aux ouvriers de se débarrasser des vêtements usés du temps de la misère et du Chartisme pour revêtir à leurs places de bons et solides vestons. C'est ainsi qu'apparut la paix sociale et que se développe l'idéologie de la collaboration des classes. Les trade-unions avaient obtenu du gouvernement conservateur de Disraeli le suffrage universel par la loi de 1867. Le pouvoir bourgeois ras-

suré par l'évolution économique et sociale pouvait se permettre quelques libéralités, et ainsi au lieu d'être simplement l'élue de sa propre classe, revenait, plébiscitée par la classe ouvrière toute entière.

Les trade-unions définies par Webb comme des « Associations d'ouvriers pour le soutien et l'amélioration du travail salarié » vont se développer lentement mais sans changer de caractère jusqu'au début du 20^e siècle. Elles sont apolitiques, en ce sens qu'elles se refusent non seulement à modifier le type de l'Etat, mais même à prendre pied dans l'Etat pour le faire servir à la défense des salariés. Elles se contentent de vendre les votes de leurs adhérents aux politiciens des différents partis bourgeois pour quelques petits avantages. Ce chantage, (que nous constatons aujourd'hui entre les unions ouvrières américaines et les deux partis bourgeois des Etats-Unis), forme à cette époque, la seule « pression » que les trade-unions exercent sur l'Etat pour obtenir des réformes. Cette méthode est encore bien en deçà du réformisme tel que nous le voyons aujourd'hui en Europe. Vis à vis du patronat, l'attitude devient d'année en année plus pacifique de 1870 à 1905. Grèves et lock-outs vont s'affaiblissant avec un rythme presque constant. En 1893 on comptait 613 conflits, en 1905, 358 seulement ; en 1893, ils impliquaient 634.000 ouvriers, en 1905, 93.000 (1) Un mécanisme qui ira en se compliquant va limiter les conflits. Dans la plupart des industries, par accord préalable entre ouvriers et patrons, ils sont soumis à une pyramide de chambres de conciliations. C'est ainsi que dans les constructions navales, des conflits non réglés devant les instances inférieures, sont portés en dernière extrémité devant les représentants de toutes les entreprises d'une part et devant les comités réunis des vingt six unions des chantiers maritimes. Dans de telles conditions, la tendance au compromis prédominait ; cela d'autant plus qu'il n'y avait aucune solidarité entre des unions de même métier. Non seulement chaque corps de métier, mais chaque spécialité dans un même métier, avait son syndicat, jaloux de son autonomie, doué d'un « esprit de corps » puissant. Parfois une même spécialité possédait deux syndicats qui se concurrençaient. Dans de telles conditions, le patronat favorisait les unions « pacifiques » et les méthodes de lutte furent petit à petit presque entièrement éliminées de la caste des ouvriers syndiqués. On constate d'ailleurs qu'au début du 20^e siècle, les syndicats ne consacraient pas plus de 10 % de leurs

fonds à soutenir des grèves. Le reste allait remplir les caisses de bienfaisance et de secours aux chômeurs. Avec une attitude aussi étroitement corporative, fermés à tout ce qui ne pouvait les toucher directement, de tels « syndicats » devaient nécessairement repousser de leurs rangs les grandes masses de la classe ouvrière. De 1892 à 1905, leurs effectifs parvinrent de 1.500.000 membres à 1 million 920.000, soit de 11 % à 17 % de la classe ouvrière. Les ouvriers syndiqués, ce « prolétariat bourgeois » dont parle Engels, gagnaient de 30 à 40 shillings par semaine, s'étaient bien vêtus, bien nourris, allaient chaque Dimanche au bord de la mer. » Pénétrée de la grandeur de l'Empire Britannique, convaincue que le plus humble travailleur de la métropole l'emportait cent fois sur le plus riche propriétaire étranger, cette caste aristocratique était devenue le fondement social de la bourgeoisie Anglaise. Sans elle la bourgeoisie n'aurait pu opprimer ni les énormes masses coloniales, ni même le prolétariat de la métropole. Pendant quarante années de 1870 à 1910, le taux des salaires, pour les différentes catégories d'ouvriers s'est maintenu entre 4 shillings et 30 shillings par semaine. Cette différence suffit à montrer la diversité de conditions du prolétariat. Au plus bas de l'échelle on trouve des enfants (600.000 en 1907) qui travaillaient 14 heures par jour pour 2 shillings la semaine, et dont on peut dire que depuis 1860, époque où Marx écrivit les pages du « Capital », leur situation ne s'était pas améliorée d'un pouce. Au dessus on trouve le « sweating system ». Cet « esclavage blanc » des travailleurs à domicile étendait son ombre sur des millions d'ouvriers, hommes, femmes et enfants à la veille de la guerre ; (depuis celle-ci, le chômage chronique des ouvriers qualifiés n'a fait que l'étendre davantage). Quelle était l'attitude des trade-unions devant une telle misère ?

Comme organisateur de l'élite ouvrière, avaient-elles prise en charge la défense de la classe ouvrière entière ? Le croire, serait méconnaître profondément le caractère de classe de ces organisations. Qu'on en juge par les faits suivants : Quand en 1907, vint le projet de loi pour la limitation du travail des enfants, les députés du Labour Party élus par les unions textiles du Lancashire s'opposèrent à son adoption et leur leader Shackleton dans un congrès syndical défendit le droit des parents à utiliser leur enfants ! Les ouvriers du textile, ces féodaux du prolétariat, ces chiens du capital sont maintenant traités comme tels pas ce même capital qu'ils avaient si bien servi dans le passé. Un autre leader représentant des métallurgistes, Arthur Henderson, ancien président de la 2^e Internationale et actuellement ministre de sa Majesté, défendit l'ajourne-

(1) Ces chiffres et un grand nombre des suivants sont empruntés à l'ouvrage de TH. ROTUNSTEIN : *Une époque du mouvement ouvrier anglais*.

ment d'un projet de loi favorable à la suppression du travail de nuit pour les adolescents !

Le philanthrope chrétien Booth constatait après une très longue enquête, dans les milieux ouvriers que 32 p. c. de la population de Londres vivait dans l'impossibilité de sortir faire ses besoins physiques. Durant l'année 1907, 1.709.436 personnes ont été assistées par les sociétés de bienfaisance. Durant son enquête dans l'East End de Londres, le quartier des docks, en 1901, année prospère pour la Grande Bretagne, Jack London notait qu'une chambre de 3 mètres sur 2 m. 50 logeait en moyenne cinq personnes, que 900.000 individus ne possédaient pas ce qu'on appelle en langage policier un domicile fixe. Parmi 3 ouvriers qui atteignaient la vieillesse, 2 au moins devaient demander assistance à la paroisse (Booth, locution citée 1893). Tous ces chiffres ont été obtenus dans cette longue période de prospérité traversée par le capitalisme Britannique le plus orgueilleux et le plus riche du monde. Comment peut-on dire dans ces conditions que le triomphe de la paix sociale c'est le bonheur pour tous ? Cela nous montre que nous devons nous garder d'opposer la misère actuelle du prolétariat Anglais à sa soi-disant prospérité d'autrefois. Jamais le prolétariat Anglais dans son ensemble n'a connu un standard de vie convenable. En 1906, le premier ministre libéral Campbell Bannermann affirmait que douze millions d'individus ne pouvaient mener une vie digne et Sydney Webb ajoutait que depuis 1837, on ne devait pas affirmer que la misère avait diminué pour des fractions importantes du prolétariat.

Nous avons maintenant une grave question à résoudre. Comment se fait-il qu'une idéologie de lutte de classe n'ait pu s'implanter dans l'ensemble du prolétariat ? L'action politique des trade-unions a-t-elle pu améliorer le sort de ses membres ? Nous ne le pensons pas.

En quarante ans, même pour les ouvriers les plus qualifiés, les salaires nominaux n'ont augmenté que de 10 p. c. tandis que les revenus de la bourgeoisie progressaient de 60 p. c. (c'est ce qu'on appelle les miettes que l'impérialisme jette à la classe ouvrière). Rothstein dans son ouvrage déjà cité voit surtout la source de l'opportunisme dans la constante baisse des prix entre 1870 et 1900, baisse qui avait augmenté le salaire réel de 60 p. c. de sa valeur initiale. Il est évident que cette amélioration sans lutte du sort de l'ensemble de la classe ouvrière a fourni la substructure économique d'une idéologie collaborationniste, mais cette simple constatation nous semble insuffisante pour en tirer la conclusion que la conscience de classe devait disparaître en Angleterre. Cette amélioration s'est aussi faite sentir en France

et en Allemagne à la même période et cependant, le mouvement socialiste n'a fait qu'y progresser sur le terrain politique comme sur le terrain syndical, sans tomber dans l'idéologie réactionnaire du prolétariat Anglais. Nous pensons qu'il faut en chercher la cause dans la structure propre de ce prolétariat, structure qui remonte à la période (1850-70) où la suprématie de l'Angleterre fut incontestée. Elle nous montre qu'en fait, jusqu'à la guerre, il n'a pas existé en Angleterre une véritable classe ouvrière c'est à dire une multitude de gens vendant leur force de travail à un taux sensiblement uniforme, mais plusieurs classes ouvrières dont les salaires et par suite les conditions de vie étaient fort différents. L'existence d'une échelle de salaires variant du simple au décuple créait dans le prolétariat deux pôles antagonistes. En haut, une aristocratie qualifiée bien organisée, jalouse de ses prérogatives, pleine de mépris pour les travailleurs non qualifiés et mal payés, avait une existence qui l'assimilait presque totalement à la petite bourgeoisie que la baisse des prix en créant un salaire superflu devait consolider ; en bas un prolétariat en haillons, le « peuple de l'abîme », miné par le chômage et la misère, ballotté par les crises économiques passait de la prostration la plus complète à des luttes magnifiques et spontanées, « la grève des dockers de 1899 à la tête de laquelle se trouvaient Tom Man et Ben Tillet » mais désespérées à cause de son isolement. Entre les deux, une masse confuse dont la mentalité reflétait un peu l'idéologie des trade-unions officiels, mais tempérée par le spectre du chômage, la terreur d'être retranchée du monde vivant et précipitée dans l'enfer des meurtres de faim. « L'organisation du Prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite par la concurrence que se font les ouvriers entre eux, » dit le « Manifeste communiste » ; cette concurrence déterminée par l'état social et économique des classes en Angleterre était sciemment renforcée par la bourgeoisie. Consciente du rôle contre révolutionnaire des Trade-unions, elle cherchait par tous les moyens à se les attacher. Bien que ne représentant qu'une faible minorité du prolétariat les patrons « libéraux » leur reconnaissaient le droit exclusif de parler en son nom. Les leaders étaient invités, choyés et s'ils se montraient dociles, on les récompensait par un bon poste. Gladstone dans son cabinet « surveillait » deux sous-secrétaires d'Etat trade-unionistes. John Barnes, ancien social-démocrate révolutionnaire fut ministre du cabinet libéral de Campbell-Bannermann (1906), Knight secrétaire du syndicat des chaudronniers était actionnaire secret de l'entreprise qui l'employait, Bell secrétaire des cheminots devint fonctionnaire au Board of Trade,

Shackleton leader du Labour Party parlementaire fut annobli et nommé conseiller du ministre du travail ; plus récemment le vieux Sydney Webb lui-même fut déguisé en un quelconque Lord Passfield par le gouvernement « ouvrier ». La bourgeoisie se liait d'une manière très matérielle les chefs corrompus des trade-unions ; précaution superflue, car, isolés de la production, parvenus à une aisance bourgeoise, ces gens étaient tout naturellement destinés à soutenir loyalement les intérêts du capital. Pour les sans-travails, les vieux ouvriers, incapables de gagner leur vie, la bourgeoisie ne connaissait que les Work-houses, ce cauchemar des gueux et la prison distribuée aux vagabonds coupables d'avoir dormi sur un banc...

Pour trouver une conscience de classe il faut d'abord que cette classe existe. Il faut qu'elle ait surmonté les contradictions qui, sans cesse, minent son existence, et, après s'être ainsi affirmée non comme simple classification sociologique mais comme une réalité vivante et agissante, elle arrive à la conscience de soi. Nous voyons, que par suite de l'évolution propre de l'Angleterre, de la possibilité qu'elle avait d'annexer à la bourgeoisie l'élite du prolétariat, les ouvriers du textile, des mines, de la métallurgie, des chemins de fer, des constructions navales etc... aucun esprit de classe ne pouvait se manifester au début du 20^e siècle. L'histoire du prolétariat Britannique de ce moment jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de sa constitution en classe vraiment unie et ayant pris conscience de son unité. C'est l'histoire de la transformation de l'esprit individualiste ou de caste en conscience trade-unioniste.

NAISSANCE ET DEVELOPPEMENT DU LABOUR PARTY

Il est difficile de parler d'une idéologie, propre à la classe ouvrière. Seule la fraction organisée aurait pu en développer une et la faire adopter par la grande masse plus ou moins acéphale ; mais l'habitude de régler pacifiquement les questions, à la petite semaine si on peut dire, ne développe guère des tendances théoriques. Pour cela il n'existait aucune idéologie à moins que l'on ne considère comme telle une attitude empirique sur toutes les questions. Celle-ci, enfant monstrueux du développement impérialiste est certainement le trait psychologique de l'ouvrier Britannique qui a le plus résisté aux bouleversements économiques. C'est ce que les journaux bourgeois admirent sous le nom de « réalisme » ou de « sens commun » des ouvriers. C'est elle qui présida à la naissance du « Parti ouvrier indépendant » fondé par le mineur Ecossais Keir Hardie. Ce parti n'avait

pas de programme politique précis et accrocha toute son activité à ne défendre qu'une seule idée, celle d'une représentation parlementaire directe de la classe ouvrière. A ce moment les ouvriers étaient en grande majorité derrière le parti libéral. Celui-ci, le plus roué en politique, le meilleur exemple de la démagogie parlementariste présentait des chefs ouvriers dans les districts ouvriers et d'authentiques lords dans les quartiers bourgeois. Ses partisans ne dédaignaient pas la charité chrétienne et se répandaient en menus secours en faveur des sans-travail. Cette attitude contrastait violemment avec le mépris glacé des trade-unions, a valu une grande popularité à de larges couches bourgeoises et aristocrates dans les faubourgs. Elle n'est pas étrangère au fait qu'actuellement encore les nobles lords généreux sont adulés par les masses du Labour Party où leurs places sont retenues d'avance.

Avec quelques trade-unions, le « Parti ouvrier indépendant » ou Independent Labour Party (I. L. P.) auquel s'adjoignent deux autres sociétés socialistes fonda le « Comité de la représentation parlementaire ». De ces sociétés socialistes, nous devons dire un mot. L'une, la fédération social-démocrate de Hyndmann défendait un programme marxiste révolutionnaire. Malgré ses efforts pour conquérir les couches pauvres du prolétariat, comme les dockers, son échec fut fatal ; nous n'en parlons que pour mémoire. Au contraire la Fabian Society monopolisa toute la pensée socialiste. Cercle d'intellectuels, à l'origine sans liens avec la classe ouvrière, il n'en est pas moins venu à adapter un verni idéologique sur l'empirisme amorphe du prolétariat. Ses idées prédominent encore dans la direction du Labour party. Elles sont caractéristiques de la classe moyenne Anglaise. Celle-ci ne constate pas l'existence des classes, et, partant, s'identifie elle-même à la « nation » où elle joue le rôle de guide intellectuel et moral. Rejetant la théorie Marxiste de la valeur, les Fabiens admettent que les prix de vente doivent être égaux aux coûts de productions. S'ils ne le sont pas, c'est qu'une minorité de capitalistes détenant une sorte de monopole de fait (!) prélève une rente sur le prix de vente et ainsi volent les consommateurs confondus avec la « Nation » ; la justice veut donc le transfert à l'Etat des moyens de production et leur distribution par cet organe à la société, passive comme un troupeau de moutons. Ce socialisme de bureaucrate n'a rien de commun non plus avec la théorie communiste de l'Etat de classe. Pour les Fabiens, la gérance par une municipalité des chalets d'aisance est une conquête du socialisme !! Toutes ces transformations sociales doivent être dans leur esprit, la conséquence, d'une longue évolution où à chaque ins-

tant s'élaborerait un socialisme infinitésimal. Ces théories étaient trop innocentes pour troubler l'esprit de la classe ouvrière, et de par leur contenu même restèrent complètement étrangères à la lutte politique immédiate. Au congrès constitutif du Labour party, étaient représentées 25 unions, représentant 375.931 syndiqués sur un total de 1.955.000 trade unionistes et 22.861 membres des sociétés socialistes l'I. L. P. et la Fabian Society ; les quelques milliers de Social Démocrates s'étaient retirés après le vote d'une résolution contre l'élaboration d'une plateforme de lutte de classe. Cette proportion entre syndicalistes et socialistes s'est modifiée à l'avantage des premiers dans les années suivantes : 95 p. c. des effectifs du Labour party, n'en sont membres que par suite de l'adhésion de leurs syndicats. Un vote à la majorité suffit pour la déterminer et tous les membres payent la cotisation politique sauf ceux qui s'y refusent par une note écrite. Le Labour Party nous apparaît ainsi seulement comme un agrégat d'organisations de caractères et de buts différents sans liens idéologiques. Les partis ouvriers en Europe (si on excepte les partis ouvriers Belges et Norvégiens qui rappellent un peu le Labour party), socialistes ou communistes ont pris plus ou moins modèle sur la vieille Social Démocratie Allemande. L'adhésion uniquement individuelle comporte l'admission d'un certain nombre de principes et de directives politiques, l'observance d'une certaine discipline, la soumission plus ou moins grande de la minorité à la majorité. Ici, rien de tel, l'adhésion collective des syndicats a surtout pour effet de hisser sur les tréteaux politiques, la plupart de leurs bureaucrates. Quant aux « rank and file », on peut juger de l'intérêt qu'ils portent au Labour quand on voit qu'après la loi de 1927 sur les syndicats, près d'un million de membres soit plus du tiers de l'effectif total quittèrent le Labour. On sait que cette loi interdisait le prélèvement d'une cotisation politique dans les syndicats à moins d'une demande écrite individuelle. La loi, politiquement, remplaçait l'adhésion collective du syndicat par l'adhésion individuelle de chacun de ses membres. Le formidable déchet dans les adhésions était l'effet escompté par les conservateurs, mais il fut sans rapport avec la sympathie plus ou moins grande que les travailleurs manifestèrent en faveur du Labour. Cela montrait simplement qu'ils se désintéressaient de la cuisine intérieure d'une organisation dont le mandat électoral est la conviction dominante. A juste titre d'ailleurs, car, si en apparence règnent une extérieure démocratie, le droit de chacun de pérorer sur des principes politiques plus ou moins inexistantes, en fait le Labour party abdique toutes ses responsabilités en're les mains de sa fraction au Parlement (le Labour

party parlementaire). Celle ci, pendant les sessions dirige tout ; la commission exécutive et le parti dans son ensemble sont à ses ordres. Réduits à un simple organisme de propagande ils n'existent que pour défendre devant l'opinion les actes de Messieurs les parlementaires. Dans l'intervalle des sessions, la commission exécutive s'agit un peu pour justifier ces derniers. Là s'arrêtent ses capacités de direction.

Jusqu'en 1918, le parti existait sans programme défini. La fraction parlementaire défendait les projets de loi trade-unioniste et pour les problèmes spécifiquement politiques s'alliait à l'aile gauche du libéralisme radical. La guerre qui précipita dans un syndicalisme de lutte de classe une bonne partie des ouvriers poussa par un phénomène parallèle, des classes moyennes et intellectuelles vers le « socialisme » et le parti ouvrier. L'adhésion individuelle fut établie et le premier programme du Labour parut, rédigé par Sidney Webb. (Nous reviendrons là-dessus plus tard.) Cette adhésion comportait l'obligation pour le nouveau membre d'assister aux réunions de sa section locale. Ceci semble maintenant trop radical pour le Labour party. La direction espère voir affluer dans ses rangs de nouvelles couches de classes moyennes arrachées à l'organisation du parti libéral. Pour que la présence d'ouvriers aux mains noires ne répugne pas aux futurs « socialistes », ils pourront se contenter d'adhérer seulement à l'organisme central. Les politiciens libéraux n'auront pas besoin de marquer le pas pour satisfaire leurs appétits. Telle sera la proposition soumise au prochain congrès de Brighton du Labour (30 septembre) (1). L'I.L.P. avec ses 50.000 membres donne l'impression d'une puce agitée auprès de l'éléphant travailliste. L'I. L. P. dans son ensemble fait figure d'organisation de gauche. Depuis l'expulsion des communistes, elle joue même le rôle d'extrême gauche, et il est certain que la plupart des bureaucrates trade-unionistes d'avant-guerre, les hommes de la vieille école, les Thomas, Clynes, etc... n'ont jamais adhéré à l'I. L. P., de même qu'ils n'ont jamais accepté la plus vague conception d'un vague socialisme. Cette organisation a d'ailleurs un parfait caractère d'irresponsabilité. Comme de par ses statuts, elle ne peut défendre ses opinions (quand elle en a) qu'au sein des congrès du Labour party, elle s'interdit par là même toute action dans la fraction parlementaire, où cependant elle possède 160 députés sur 280. Son « gauchisme », sa défense d'un socialisme

(1). Ceci avait été écrit avant le congrès de Brighton. A ce congrès, la résolution fut retirée par la commission exécutive après avoir été combattue aussi bien par de nombreux syndicats que par l'I. L. P. qui à juste titre, y voyait une atteinte à son influence dans le Labour party.

même le plus pacifique et le plus réformiste n'ont qu'un caractère verbal. Un homme aussi réaliste que Mr. Snowden l'a parfaitement compris quand il a envoyé sa démission de membre de l'I. L. P. Il a prétexté que l'I. L. P. comme société de propagande socialiste était inutile, puisque le Labour party était lui-même devenu socialiste (sic).

Mr. Snowden apprécie le degré de socialisme du Labour party, dans la mesure où il est capable de lui donner un portefeuille. Le premier ministre Mac Donald n'a pas suivi le geste brutal de son chancelier de l'échiquier. Il reste membre de l'I. L. P. comme au temps où il fut un de ses ardents propagandistes ; mais sa présence y est formelle. Il ne paraît guère dans les congrès, où il ferait figure d'extrême droitier, car il pense avec raison que ce sont là de vains bavardages. Comme pour se convaincre qu'ils sont toujours en vie, les membres de l'I. L. P. ne cessent de se compter sur les résolutions les plus radicales. Au dernier congrès de Carlyle, des résolutions demandant le rejet de tout crédit pour l'armée et la marine, l'indépendance de l'Inde, la nationalisation des banques, mines, chemins de fer, forces motrices et sol furent acclamées ; le fameux programme de Brailsford, le « Socialisme dans notre temps », (Socialism in our time) dont les mesures énumérées ci-dessus forment le substratum, fut réaffirmé avec force. L'extrême gauchiste James Maxton fut élu président du parti. Hélas ! toutes ces belles choses disparaissent comme fumée au vent quand les meilleurs de l'I. L. P. deviennent leaders des Grandes Unions ou ministres de sa Majesté. Le flambeau qui illumine la façade de ce parti croupion devient vite une ridicule veilleuse au contact avec la réalité Britannique.

LES LEADERS ET LA MASSE.

La différenciation des leaders politiques ou syndicaux des masses où ils puisent leurs raisons d'être est un fait caractéristique de la démocratie bourgeoise. Les conditions mêmes de la production qui tiennent l'ouvrier à l'usine durant la plus grande partie de la journée et l'épuisent pour le restant de ses heures, obligent toute organisation de quelque importance à confier sa gestion à des hommes spécialement désignés pour cela. C'est là une nécessité de la division du travail dans un régime où la chair à profit est exploitée jusqu'à disparition de sa capacité de produire.

Cette différenciation purement technique entre la masse des adhérents à un syndicat, par exemple, et ses secrétaires élus et appointés, peut, dans une certaine conjoncture des classes, se transformer en une véritable différenciation sociale. Son seul critère est le degré d'activité des masses

donc leur niveau de conscience. Là, où les masses agissent avec résolution et ensemble, les postes dirigeants du mouvement impliquent pour leurs bénéficiaires, une responsabilité, une clairvoyance, une énergie, une passion de classe enfin, qui rendent impossible une telle dégénérescence des cadres ouvriers. Une sélection naturelle s'opère sous la pression de la lutte : les meilleurs, les forts, ceux en qui nous voyons l'incarnation vivante de ce que la conscience de classe peut atteindre à une époque donnée viennent naturellement à l'avant-garde de leur classe. S'il doit se produire une différenciation dangereuse, elle se manifeste non dans un rapprochement avec la bourgeoisie mais plutôt dans l'isolement de l'avant-garde révolutionnaire d'une masse fatiguée qui peut fléchir dans la lutte. Mais là où la conscience est peu développée, où l'esprit de lutte fait défaut, le bureaucrate devient le seul dépositaire de la pensée ouvrière, d'une pensée obscurcie. Que la paix sociale se prolonge, un poste dirigeant, qui en d'autres temps aurait été plein de périls, devient alors une sinécure paisible. Vivant hors de la production en contact plus ou moins fréquent avec les patrons, le fonctionnaire tend davantage à sortir de sa classe, à s'amalgamer à ces catégories hybrides que l'on désigne sous le nom de classes moyennes. Ce phénomène est commun à tous les pays durant les périodes relativement pacifiques, où la croissance du capital, le développement de l'impérialisme rejettent momentanément les contradictions profondes à la périphérie du monde moderne dans les terres arriérées et colonisées. Avant la guerre il existait déjà en Allemagne, mais c'est en Angleterre qu'il devait trouver son complet épanouissement. Le régime des castes ouvrières devaient produire cet effet de différenciation sociale en créant une caste dans la caste, celle des dirigeants trade unionistes. Béatrice et Sidney Webb dans leur « Histoire du Trade-unionisme » (1895) citent le journal manuscrit d'un militant ouvrier. Témoin de la dégénérescence bureaucratique des leaders, il nous a laissé cette description dont nous donnons les extraits suivants :

« ...Pour le Trade Unioniste ordinaire, la réclamation de l'ouvrier est un fait de justice. Il croit toujours en principe que, dans une discussion le capitaliste est dans le faux et l'ouvrier dans le vrai. Mais, quand délégué de district, ses occupations sont d'être perpétuellement à examiner les circonstances exactes des querelles des ouvriers, à négocier avec les patrons et à arranger les compromis, il commence à reconnaître de plus en plus qu'il y a quelque chose qui justifie les réclamations de l'autre côté... Le sentiment autrefois vi-

vant des privations et de l'assujettissement de la vie de l'ouvrier s'efface graduellement de son esprit et il commence à regarder toutes les plaintes comme mauvaises et déraisonnables... Il est invité à dîner et à admirer les maisons bien organisées, leurs beaux tapis, l'aisance et le luxe de la vie... Les remarques de sa femme, ses propres réflexions l'augmentation des années, un désir croissant d'être fixé dans sa vie et de voir l'avenir sans nuage devant lui et devant ses enfants, et, peut-être aussi un peu de jalousie envers ses amis de la classe moyenne, tout cela commence insidieusement silencieusement sans qu'il le sache lui-même à opérer un changement dans ses façons de voir et de vie. Le mouvement l'entraîne à lâcher ses amis ouvriers et sa femme change de relations. Il attribue la diminution de son influence à une clique de mécontents... Ses manières envers ses membres et particulièrement envers les sans travail qui demandaient un secours subissent un changement. Il commence à les regarder tous comme des « ouvriers du commun » (sic)... Comme il va au bureau avec son chapeau haut de forme son bon pardessus, un élégant parapluie, des malédictions peu bruyantes mais profondes sont murmurées contre lui par les membres errant à la recherche du travail... Enfin voici le comble ! Une grève menace d'entraîner la Société (1) dans une guerre désespérée. Inconsciemment sollicité par le dégoût du travail dur et ingrat qu'une grève impose, il se sent peu de sympathie pour les demandes des ouvriers et fait un compromis sur des conditions qui déplaisent à une grande partie des membres de sa branche... Des cris de trahison, de tromperie, s'élèvent. Hélas, il n'y a pas tromperie. Ce n'est pas sa moralité, mais son intelligence qui est corrompue... » L'auteur termine en disant qu'excédé, il finira par quitter les Trade-unions et trouver un poste dans une administration. S'il est haut fonctionnaire il peut même parvenir à un sous secrétariat d'Etat. Si on excepte le chapeau haut de forme, toute cette description psychologique reste vraie aujourd'hui, à un détail important près : avant la guerre, quand le Labour party n'était qu'un groupe sans avenir parlementaire immédiat, les fonctionnaires « fatigués » des Trade-Unions allaient généralement offrir leurs services aux partis bourgeois ; dans un sens cet état de chose aidait la classe ouvrière en la débarrassant de toute cette écume. Maintenant, le Labour party, les Trade-Unions offrent seuls de bonnes places pour terminer une carrière. Le Trade-Unioniste deviendra membre du parlement « M. P. », ou secrétaire d'une commission d'enquête, conseiller d'un ministre « ouvrier » etc... Cet

(1) Société est synonyme de syndicat.

ouvrier parvenu a peu de chance d'être délogé de son poste, à moins d'une trahison manifeste des intérêts ouvriers et nous entendons par là, les *intérêts immédiats* des ouvriers. Mais, même dans ce sens étroit nous avons assisté dans l'histoire à bien des trahisons qui n'ont jamais valu à leurs auteurs la perte de leurs postes. En 1921, la grève fixée par le congrès de la triple alliance des ouvriers des transports, des cheminots et des mineurs au 15 avril fut au dernier moment ajournée sans raison par le président du congrès le fameux I. Thomas. Il est toujours à la tête des cheminots. En 1926, cependant, à la fin de la grève générale, quand il négociait sans mandat avec les compagnies de chemin de fer des conditions humiliantes de paix séparée, une vague de colère faillit au congrès des cheminots l'emporter ; une erreur de tactique du mouvement minoritaire tourna à la confusion de l'opposition et la victoire de Thomas fut encore assurée. Il est certain qu'il y a dans les masses une grande répugnance à changer l'homme qui est à la barre, même quand le navire, manœuvrant mal, est fortement étié. Si, comme nous le verrons plus loin, les conditions économiques ont unifié la classe ouvrière au refois dispersée, lui ont donné conscience d'elle-même, tous les traits plus ou moins atténués de l'époque Victorienne n'en subsistent pas moins dans son esprit. L'empirisme, dont il faut voir l'origine dans le développement remarquable de la première puissance capitaliste au monde, continue à accuser ses ravages aussi bien chez les leaders dont l'absence de perspective est spécifique que chez la masse qui les charge d'avoir des idées pour elle-même. L'absence totale de la culture théorique la plus élémentaire, de traditions révolutionnaires qui sont comme les bouées de l'histoire, contraignent les masses à essayer de tous les moyens offerts à leur portée pour réaliser leurs aspirations. Avec ténacité, elles entreront dans des grèves formidables même si elles paraissent sans espoir de succès, mais avec la même ténacité, elles chercheront la paix industrielle malgré bien des désillusions. Il faut un minimum de convictions théoriques pour accuser en cas d'échec un leader de trahison (sauf dans de rares cas où cela est flagrant) ; ce minimum faisant généralement défaut, les masses imputent aux choses ce qui très souvent n'est dû qu'à la lâcheté et la stupidité des leaders. Ceux-ci apparaissent aux yeux de tous ni plus ni moins que des spécialistes des questions d'administration, comme un simple membre des trade unions sera spécialiste dans la construction des standards téléphoniques. Laissé à lui-même pour la résolution des questions, où le leader puisera-t-il ses manières politiques ? Dans le grand réservoir des traditions Britanniques, non seule-

ment celles de la classe ouvrière mais aussi celles de la bourgeoisie. Depuis la mort de Cromwell, celle-ci s'est surtout signalée par son aptitude au compromis et la versatilité de ses chefs politiques. En France, où la bourgeoisie a fait trois révolutions pour s'assurer la domination, nous n'assistons pas dans son histoire à ces tendances de moindre résistance ; la bourgeoisie a montré nettement la voie au prolétariat, Février 1848 a été l'école de Juin et le 4 Septembre celle du 18 Mars. En Angleterre, c'est par des concessions de classe que la bourgeoisie a conquis définitivement le pouvoir politique au cours du 19^e siècle. La versatilité des hommes d'Etat a trouvé un merveilleux usage. Le premier ministre Robert Peel élu protectionniste devient libre échangeur du jour au lendemain. Joseph Chamberlain, libéral et pacifiste, élu des ouvriers de Birmingham devient protectionniste et le grand promoteur de l'expansion impérialiste (guerre des Boers, etc...). Plus récemment, l'avocat Jowitt libéral, est nommé attorney général dans le Labour gouvernement. Il se fait réélire comme candidat du Labour, par les électeurs qui deux mois auparavant l'avaient fait passer comme libéral. Les exemples abondent, qui, en France provoquent sinon l'indignation du moins un certain mépris momentané. En Angleterre, ils sont considérés comme la marque d'un grand esprit politique. Bien entendu, l'esprit de compromis qui a rejailli sur la classe ouvrière ne peut être isolé des luttes sociales qui le déterminent. Au temps du charisme, l'esprit de compromis, bien qu'assez faible n'en a pas moins nui au mouvement en plusieurs circonstances. Depuis la généralisation de la paix sociale il a gangrené le sang du prolétariat, et, bien que cette époque pacifique soit révolue ce dernier en conserve de nombreuses traces dans ses rapports avec les leaders ou avec la bourgeoisie. Toutes ces scories bourgeoises qui empoisonnent la conscience prolétarienne, auxquelles nous ajouterons cette hypocrite « respectabilité », triste héritage d'une aristocratie ouvrière pourrie, se trouvent amplifiées mécaniquement dans la conscience des leaders. Ils lui doivent leur paisible existence de bons bureaucrates et il serait dommage qu'ils n'en abusent pas. Parfois leur attitude nous apparaît d'un cynisme machiavélique, mais nous pensons qu'il faut surtout y voir l'orgueil béat et borné d'un petit bourgeois. Au dernier congrès des Trade Unions à Belfast, le président Ben Tillet dans son discours d'ouverture rappela l'époque héroïque où il bataillait à la tête des dockers pour faire reconnaître leur syndicat et il termina en affirmant, sans rire, que tous ces combats n'avaient pas été inutiles puisque lui Ben Tillet s'asseyaient à la même table que Lord Melchett pour discuter de

la paix sociale. Des inepties aussi dégoûtantes ne soulevèrent cependant aucune indignation. Les trade unionistes étaient fiers de voir l'un des leurs siéger avec Lord Melchett, comme ils sont fiers de voir d'anciens ouvriers au gouvernement comme ils seraient heureux d'apprendre la naissance d'un gosse du même Ben Tillet. Cette popularité vulgaire ne tire même pas sa source d'une rectitude de conduite. Plus la versatilité est grande, plus grande semble être l'estime dont jouissent les chefs. Le même Ben Tillet avec ses collègues de la délégation trade-unioniste en Russie, acclamait à son retour la Révolution mondiale, la dictature du prolétariat, la lutte libératrice des colonies. Il lui avait suffi pour établir ses convictions de quelques grandioses manifestations et de banquets beaucoup plus nombreux. L'attitude méprisante et haineuse des conservateurs envers le conseil général des Trade Unions avait fait le reste. Celui-ci avait tellement entendu dire que si le prolétariat Anglais se levait, il serait à peu près invincible, qu'il laissa la grève générale se déclancher. C'est devant cet événement si formidable et si inattendu que les farceurs frottés de démagogie du Conseil général montrèrent le fond de leur estomac. Dès ce jour, ils n'eurent qu'un désir : se jeter dans les bras de la bourgeoisie. La plupart des anciens chefs de « Gauche » Herbert Smith, Ben Tillet, Bevin, Turner, bondirent sur la perche que leur tendait sir Alfred Mond (Lord Melchett). A la vodka de Tomsky qui leur râclait un peu la gorge, ils préférèrent le Whisky d'Alfred Mond. Leur respectabilité était satisfaite. C'était plus « gentleman » de causer avec le noble Lord que de s'entendre avec des « sanglants bolcheviks ».

Si dans les périodes d'affaîssement de la conscience de classe, de pareilles excroissances peuvent prospérer comme des champignons sur le corps du prolétariat, en des périodes de lutte vive, surgissent d'autres leaders qui dans une certaine mesure ne subissent pas de telles dégénérescences. Vers 1890, le « nouvel Unionisme » ou l'Unionisme des travailleurs non qualifiés, avait produit des leaders d'un type bien différent de ceux des vieilles unions. Le vieux syndicaliste révolutionnaire Tom Mann, actuellement à la tête des organisations de chômeurs, est resté seul témoin inchangé de cette vieille époque. La période de conflits aigus et de grandes luttes consécutives à la guerre ont fourni des leaders d'un tout autre calibre, tels Arthur Horner exclu du congrès des T.U. pour son activité communiste et aussi dans une moindre mesure Cook le secrétaire de la fédération des mineurs. Celui-ci dont on n'oublie pas le rôle de premier plan joué lors de la grève des mineurs est très représentatif du type de l'ouvrier Britannique que les événements ont rendu fraîchement ré-

La résolution secrète contre Boukharine

(fin)

3.) Accomplir des tâches extrêmement compliquées de la période de reconstruction, triompher des difficultés qui y sont liées, et accentuer la lutte de classe à la campagne, tout cela exige une transposition des hommes et des méthodes de travail de tous les organes de la dictature prolétarienne et de toutes les organisations de la classe ouvrière dans le sens de la plus grande mobilisation possible de l'activité des masses prolétaires et semi-prolétaires, du renforcement de la direction prolétarienne de la paysannerie, du rassemblement et du relèvement de toutes les couches paysannes pauvres et moyennes contre le koulak, et la garantie d'une résistance conséquente à la pression des éléments petits-bourgeois. La base de cette transposition est le développement de l'auto-critique des masses prolétaires, qui se heurte à la résistance des éléments bureaucratiques de notre appareil. Le *nettoyage* à fond des éléments de dégénérescence, l'expansion de l'auto-critique et de la démocratie à l'intérieur du parti, doivent fortifier l'avant-garde de la classe ouvrière dans leur lutte pour le socialisme. *Purifier les institutions soviétiques* des éléments ennemis et des déformations bureaucratiques, ranimer les conseils, renforcer catégoriquement le contrôle des masses de la base sur le travail de toutes les organisations de la classe ouvrière et l'adaptation du système d'administration aux tâches de la période de reconstruction, tout cela doit faciliter la transposition et le perfectionnement de l'appareil d'Etat. Les *syndicats* appelés à jouer un rôle décisif dans la construction de l'industrie socialiste, dans le relèvement de la production et la discipline du travail, ainsi que dans l'organisation de l'initiative de la production ouvrière et de l'émulation socialiste et de l'éducation de classe consciente des nouvelles couches, doivent détruire énergiquement aussi bien tous les restes de limitation corporative et de caractère trade-unioniste que de négligence bureaucratique envers les masses et d'inattention envers les tâches qu'appellent la défense des intérêts quotidiens et généraux de la classe ouvrière. *La ranimation des syndicats*, le détachement complet de certaines de leurs organisations de l'influence des koulaks, le raffermissement de la direction prolétarienne des syndicats doivent garantir le développement socialiste de cette organisation de masse, la plus importante de la paysannerie.

Il est impossible de résoudre ces tâches sans vaincre la déviation de droite d'une manière décisive.

La scandaleuse déclaration du groupe du camarade Boukharine, que le parti propage la bureaucratie signifie le discrédit jeté sur l'important travail fait par le parti dans sa lutte contre la bureaucratie. Le scandale philistin de l'auto-critique par ce groupe n'a pas d'autre sens qu'une

lutte ouverte contre le mot d'ordre de l'auto-critique. Dans la question syndicale, les camarades Boukharine, Rykov et Tomsy s'engagent sur une voie extrêmement dangereuse en soulevant les syndicats contre le parti, et en adoptant une ligne qui conduit à l'affaiblissement des syndicats par le parti, bavardant sur le peu de résultat du travail des syndicats et faisant apparaître les tendances syndicalistes comme le fait qu'une partie de l'appareil syndical se fossilise appelant la lutte du parti contre ces défauts un « chambardement » trotskyste.

Dans la question du rôle de l'appareil du parti et du régime intérieur du parti, cependant, l'attitude du Groupe du camarade Boukharine ne fait que répéter complètement les accusations les plus mensongères portées par l'opposition trotskyste contre notre parti.

Le parti lutte et continuera à lutter pour le développement de la démocratie intérieure du parti et pour l'auto-critique prolétarienne dans ses rangs « sans considération de personnes ». Mais en même temps le parti se refuse à admettre une « liberté » de critique, telle que les éléments de droite la désirent pour défendre leur ligne anti-léniniste. Le parti de Lénine refuse catégoriquement une pareille « démocratie », qui légalise les déviations et les groupements fractionnels à l'intérieur du parti. La démocratie intérieure du parti sert à fortifier l'unité léniniste du parti et son rassemblement sur la base de la ligne générale adoptée par le 15^e congrès du P. C. de l'U. S.

4.) La déviation de droite a sa racine dans les éléments petits bourgeois qui entourent la classe ouvrière. Dans le parti, les bases de la déviation de droite sont les éléments les moins solides du secteur non-prolétarien de notre parti, ceux qui sont le plus exposés aux influences petites bourgeoises et au danger de dégénérer, aussi bien que des couches arriérées d'ouvriers qui n'ont pas encore passé depuis longtemps par l'école de la fabrique ou du magasin et sont en relation avec le village, ainsi que la petite bourgeoisie des villes. La plate-forme du 9 février du groupe du camarade Boukharine, aussi bien que le point de vue représenté par les membres de ce groupe au Plénum du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle, constituent un appel à ces éléments instables et contribuent objectivement à créer une déviation de droite dans le parti.

Le Parti, ayant obtenu un succès décisif dans ses propres rangs et dans les larges masses de la classe ouvrière en démasquant le trotskisme, le devoir principal de la politique intérieure du parti dans les circonstances actuelles devra être celui de *vaincre complètement la déviation de droite et l'attitude conciliatrice envers elle*. Cette tâche devra être résolue aussi bien dans le sens de la stigmatisation systématique de la théorie et de la politique antiléniniste de la droite, que dans celui de la lutte sans merci contre les formes que prend la déviation droitiste dans le travail pratique quotidien du parti, des syndicats, des organisations soviétiques, économiques et toutes autres organisations. La déviation de droite, ouvertement opportuniste, ne peut trouver aucun appui officiel tant soit peu important dans les rangs du parti léniniste, dont les cadres principaux sont éprouvés par une longue lutte contre

l'opportunisme. D'autant plus dangereuse est la forme voilée de la déviation de droite, dont les éléments opportunistes, sous le couvert de l'assentiment officiel aux décisions du parti, déforment en réalité sa ligne de classe. La stigmatisation de la déviation de droite doit donc, dans le travail pratique, faire partie intégrante de la lutte contre l'opportunisme dans le parti.

5.) Le Plénum réuni du C. C. et de la C. C. C. déclare que le groupe de Boukharine a déjà commencé une lutte fractionnelle contre la direction du parti. Il a recours à une indéfendable violation de la discipline du parti (résistance des camarades Boukharine et Tomsky aux décisions répétées du Bureau Politique sur leurs précédés de démission). Il inspire le travail fractionnel contre le Comité Central dans l'organisation de Moscou, s'efforça de dresser sa fraction au 6^e Congrès des Syndicats contre le Comité Central, tenta de constituer un bloc sans principes de leaders contre le C. C. (proposition du cam. Boukharine au Camarade Kamenev d'un bloc contre le C. C.) etc...

Les bavardages inouïs sur le glissement du parti vers une position Trotskyiste, le reproche scandaleux fait au parti d'une politique « d'exploitation féodale-militaire » de la paysannerie qui est repris à l'arsenal du parti de Milioukov, l'accusation contre le Parti de faire croître la bureaucratie et de désorganiser l'I. C. — tout cela est nettement indicatif du caractère fractionnel du groupe de Boukharine et de la déviation de ce groupe de la ligne générale du Parti. De cette façon le groupe de Boukharine viole de la manière la plus grossière l'unité Léniniste du parti, brise la discipline Bolchéviste et nuit à la direction collective du Comité Central.

Fort de la volonté de toutes les organisations du parti, qui défendent unanimement la ligne du C. C. et ont énergiquement condamné l'attitude et les points de vue des camarades Boukharine, Rykov et Tomsky, points de vue qui, considérés dans leur fond, reflètent une déviation de droite ; considérant que les cam. Boukharine, Rykov et Tomsky n'ont pas reconnu leurs fautes ; s'inspirant en définitive des intérêts de l'unité du parti qui est particulièrement nécessaire dans les circonstances actuelles — le Plénum du C. C. et de la C. C. C. du P. C. R. décide :

a) de condamner les opinions présentées dans la déclaration du camarade Boukharine, Rykov et Tomsky, du 9 février et dans les discours de ces camarades au Plénum du C. C. et de la C. C. C. comme étant des opinions incompatibles avec la ligne générale du parti, et au fond, analogues à une déviation de droite, et d'obliger ces camarades à se soumettre inconditionnellement aux décisions du Parti et des Comités ;

b) de condamner les négociations secrètes entre le cam. Boukharine et le camarade Kamenev, comme une expression misérable du caractère fractionnel du groupe du cam. Boukharine ;

c) de condamner la politique de démissions des cam. Boukharine et Tomsky comme une violation flagrante de la discipline du parti ;

d) de déplacer les camarades Boukharine et Tomsky des postes qu'ils occupent (Pravda, Comintern et Conseil Central des Syndicats de l'U. R. S. S.) et de les prévenir qu'à la plus légère

tentative de violer les décisions du C. C. et de ses organes ils seront expulsés du Bureau Politique comme destructeurs de la discipline du Parti ;

e) que le Bureau Politique doit prendre des mesures pour empêcher le développement des déviations de la ligne du parti et des décisions des Comités dirigeants du Parti dans les discours des membres et candidats individuels du Bureau Politique ;

f) d'adopter toutes les mesures nécessaires pour une exécution rigoureuse de la ligne du parti et des décisions du C. C. dans la presse du parti aussi bien que dans celle des Soviets, et dans tous les journaux ;

g) de prendre des mesures spéciales — jusqu'à l'exclusion du C. C. et du parti — pour garantir le secret des décisions du C. C. et de son Bureau Politique, et d'empêcher que les trotskystes ne puissent être informés des affaires du C. C. et du B. P. ;

h) d'envoyer la présente résolution à toutes les organisations locales du Parti et aux membres de la 16^e Conférence du Parti et de ne pas la publier dans la presse.

La lutte engagée contre Boukharine et la droite par la fraction dirigeante du P. C. R. a abouti à l'exclusion de celui-ci du C. E. de l'I. C. ainsi que de toutes fonctions dirigeantes dans les organes de direction du parti russe. La résolution d'exclusion prononcée contre Boukharine à la 10^e Session plénière du C. E. de l'I. C. a été publiée dans la *Correspondance Internationale* du 4 septembre 1929. Elle reproduit, en les résumant extrêmement, les arguments exposés précédemment dans la résolution que nous avons publiée.

Dans la résolution secrète on dit que les *Notes d'un économiste*, de Boukharine, « sont indubitablement dirigés dans le sens d'un ralentissement de l'allure de l'industrialisation ». On se souvient que dans notre numéro 9 nous avons publié un exposé et une critique de ces *Notes d'un économiste*. On y disait : « Boukharine, en octobre 1928 publia les *Notes d'un économiste* que l'on peut considérer comme le premier texte en clair représentatif de la tendance de droite. Sous le couvert d'une discussion de théorie économique dirigée contre Trotsky et ses partisans, c'est un exposé des tendances de l'opposition de droite : pour l'essor des économies individuelles paysannes, pour la protection et le développement de la production paysanne, pour l'octroi des libertés et de facilités économiques et politiques aux paysans. » Ce programme n'a fait que se développer durant 1929 ; Boukharine et ses amis ont engagé sur ce terrain une lutte qu'ils ont maintenant abandonnée, en se contentant d'une position d'attente.

Au sujet de la résolution secrète nous nous bornerons à dire que si elle formule de bonnes intentions dans les mots, elle ne sert dans les faits que de masque à une politique centriste dont la pointe est en train de se déplacer de la nouvelle bourgeoisie vers le prolétariat et la paysannerie pauvre. Sous cet angle, elle ne peut aucunement servir à caractériser sérieusement la politique réelle du P. C. R. C'est l'appel impuissant contre la marée montante du paysan affirmé, appel impuissant parce que le parti est vide de sa substance, de son sang révolutionnaire. Et en attendant le C. C. lutte toujours contre l'aile gauche, contre les militants qui, à la base, bataillent avec l'opposition pour arrêter les empiètements croissants de la nouvelle bourgeoisie et de l'appareil bureaucratique. Dans les mots, cette révolution affiche un programme de lutte socialiste et prolétarien. Mais ce ne sont que des mots. Et

ce sont ces mots, simples trompes l'œil, qui ont attiré Radek, Preobrajensky, Smilga, et d'autres, dans le giron de Staline.

En aucune manière on ne peut considérer que la politique préconisée par cette résolution soit la politique prolétarienne réclamée par l'opposition. La raison principale en est que la politique préconisée par le C. C. reste sans liens réels avec les perspectives internationales et le travail de l'I. C. Etant incapable de comprendre l'étape actuelle du capitalisme et du mouvement ouvrier (il signala la croissance d'une nouvelle vague révolutionnaire) il se borne à faire dans les limites de l'U. R. S. S. une politique nationale qui s'accommode de moins en moins de la structure économique et sociale du pays. Cette structure, et les forces de classes dont elle est la représentation, ne se laissent d'ailleurs pas ébranler facilement. Les fondements sont debout.

Il faut remarquer que l'opposition allemande (Brandler-Thalheimer) a publié cette résolution avec quelques commentaires assez instructifs. D'abord, elle se refuse à porter un jugement sur la droite avant de connaître avec précision son programme. C'est l'argument classique de ceux qui n'osent ni manifester leur solidarité avec un point de vue, ni le critiquer. Or, c'est le propre de la tendance de droite de dissimuler son programme, « d'attendre », de prendre le biais, de se servir de paravents et de masques. Quant à nous, et nous l'avions déjà indiqué à l'époque, les *Notes d'un économiste* et d'autres documents semblables nous paraissent très clairs et très nets comme *tendance*. Et alors, comment expliquer que la droite, qui a besoin de programmes précis pour juger (ou plutôt pour refuser de juger) telle de ses parties, n'en ait plus besoin pour juger l'opposition de gauche ?

Parlant, à propos de cette résolution, de la lutte de fractions en U. R. S. S., *Gegen den Strom* écrit :

« Il est intéressant de noter qu'en liaison avec le dernier développement de la lutte fractionnelle à l'intérieur du P. C. de l'U. R. S. S. une *décomposition croissante de la fraction trotskyste russe*, se manifeste. Une partie des trotskystes, sous la direction de Radek se rallie à Staline, une autre partie est d'avis (c'est ce qui ressort d'une lettre de Moscou, parue dans *Contre le Courant*) que le gouvernement soviétique doit faire des concessions à la paysannerie, car non seulement parmi les koulaks, mais dans l'ensemble de la paysannerie règne une grande défiance à l'égard du gouvernement soviétique. »

Ce passage nous montre à quel point le groupe Brandler est incapable de comprendre ce qu'est l'opposition (ce qu'elle appelle la fraction trotskyste). Quelques chefs se sont ralliés à la politique de Staline, croyant faire montre d'habileté, et courant en réalité au devant de leur suicide politique. Quant aux autres, précisément ceux dont parle *Gegen den Strom*, ils ne cessent de travailler avec l'opposition, et avec Trotsky. La lettre de *Contre le Courant*, à laquelle fait allusion *Gegen den Strom* a été publiée par nous-mêmes dans notre numéro 10. A la même époque, Treint avait relevé, dans cette lettre, la phrase suivante, qui pour lui masquait une position centrisme, voire droitière : « Il faut d'urgence une politique de pacification des campagnes (ce qui ne veut pas dire d'aveuglement sur le koulak, etc...) Rassurer tous les ruraux d'abord ; s'inspirer ensuite de la différenciation sociale parmi eux. » Trotsky lui répondit ainsi : « ...Je pourrais bien prendre la phrase citée par vous à mon compte ; même le koulak doit connaître dans quelles limites il peut se mouvoir. Parce que l'arbitraire administratif, produit inévitable des zig-zags, ne s'applique pas qu'aux koulaks, mais tourmente la campagne toute entière. Or, vraiment, il faut commencer par rassurer les ruraux, ce qui ne signifie pas favoriser le koulak, ainsi que vous

l'interprétez tout à fait fausement. C'est un peu de la chicane, et même tout à fait. Quand l'auto Staliniennne s'est embourbée, il faut donner machine arrière, prendre la bonne voie, et continuer sa route en avant. »

La droite prend la défense conséquente de l'exploitation paysanne individuelle, de la production agricole pure. La bureaucratie centrisme l'attaque sur le terrain des principes et la laisse faire dans la pratique, aggravant son cours politique par l'incohérence. L'opposition préconise une politique marxiste, qui n'est pas simplement le contrepied de ce que demande la droite, comme le croient certains, mais qui part des données concrètes actuelles pour bâtir une politique qui serve les intérêts du prolétariat international et de la révolution d'Octobre.

Bibliothèque de l'opposition communiste

La défense de l'U.R.S.S. et l'opposition

par L. Trotsky

1 vol. 64 p. 3 f.
Par 20 ex. 2 f.

En vente à la Librairie du Travail
17, rue de Sambre et Meuse
Paris 10

notez notre nouvelle adresse :

45, Boulevard de la Villette
Paris 10.

Librairie Ouvrière 67 Boulevard
de Belleville

Tout ce qui concerne le mouvement communiste international et particulièrement les publications de l'Opposition.



Compte chèque postal :
1331-65. Prudhom-
meaux. Paris.

Réponses à notre enquête

Les résultats de l'enquête que nous avions annoncée sous le titre « Que faire ? » a été pour nous une occasion de constater encore quels ravages le léninisme stérile de l'I. C. a fait dans les rangs révolutionnaires. Ce coup de sonde parmi nos lecteurs n'a à peu-près rien rapporté. Sans doute un certain nombre de camarades nous ont répondu verbalement, ou nous ont indiqué en deux mots leur accord ou leur désaccord avec notre position. Mais de réponse motivée, écrite, permettant une mise au point tant soit peu précise, nous n'en avons reçu que deux.

On nous a d'abord fait la critique suivante : pourquoi poser des questions de la même manière que le parti ? Pourquoi restreindre cette enquête aux formules et aux problèmes mis à l'ordre du jour actuellement dans le parti ? Il fallait poser plus largement, d'une manière plus neuve, plus profonde, les problèmes actuels du mouvement révolutionnaire.

Nous avons suivi ce procédé parce que nous avons cru que c'était celui qui permettait le plus facilement aux camarades de répondre. Mais il semble que nous avons eu tort !

Voici la première réponse reçue :

Vous demandez, dans votre dernier numéro, l'avis des lecteurs sur ce qu'il faut faire, dans la situation présente, pour redresser le parti communiste. Il me paraît illusoire de vouloir opérer ce redressement à l'intérieur du parti. Par suite de la politique de corruption et d'absolutisme, suivie par les dirigeants de l'I. C. le parti est, dans une forte proportion, composé d'arrivistes, aspirant à un poste rétribué, ou d'éléments fanatiques et dociles, sur lesquels le raisonnement n'a pas de prise. Les véritables marxistes n'y sont plus ou presque plus. Peut-être, la baisse continue des effectifs amènera-t-elle la direction de l'I. C. à changer de méthode et à ne plus faire appel aux seules qualités de soumission et d'obéissance, mais ce changement ne saurait être le résultat de l'action de quelques éléments sains, qui subsistent encore au parti, il ne peut provenir que de l'excès d'aviilissement des fonctionnaires actuels. La seule action, qui s'impose à l'heure présente, est la critique marxiste des événements, afin de dégager les tendances du développement capitaliste ainsi que du développement en U. R. S. S. et d'en déduire une ligne de conduite pratique pour la classe ouvrière.

En ce qui concerne la question syndicale, la tâche la plus urgente est de travailler résolument à l'unité. Ce but suppose l'indépendance des syndicats vis à vis des partis politiques et par conséquent la suppression de la direction unique. L'action quotidienne consiste à se placer, dans tous les conflits du travail, au point de vue des intérêts de la classe ouvrière et non pas d'un parti ou d'une C. G. T. (j'estime à ce propos que votre revue n'accorde pas assez d'importance aux manifestations de la lutte de classes que sont les grèves).

Y-a-t-il une opposition de gauche et une opposition de droite ? Oui, à mon sens. Pour l'instant, ce qui les différencie, réside surtout dans la fa-

çon de juger le problème paysan en U. R. S. S., mais ce désaccord cache vraisemblablement des divergences profondes sur l'attitude générale vis à vis de la révolution : la gauche attache une grande importance au danger Koulak, préconise la lutte ouverte contre lui et l'industrialisation à outrance ; la droite nie le danger Koulak, prétend qu'il faut d'abord vivre et faire des concessions aux paysans, dut-il en résulter un glissement vers le capitalisme. La « Lutte de Classes » n'a jamais nettement précisé son point de vue à ce sujet. Je sais bien qu'il est difficile de se faire à distance une opinion ferme ; la connaissance réelle des rapports des différentes classes en U. R. S. S. est rendue malaisée par les appréciations contradictoires émanant de Russie. Ce qui n'est pas douteux c'est qu'il faut lutter ardemment contre la déformation bureaucratique en U. R. S. S., empêcher les fonctionnaires de constituer une classe au dessus du prolétariat ; et dans ce but exiger plus de liberté pour la classe ouvrière, réclamer une véritable démocratie ouvrière.

J. BUREAU.

Nous sommes d'accord avec le camarade Bureau : le redressement du mouvement communiste en France ne peut venir seulement du parti ; le parti livré à lui-même ne peut plus rien faire du tout. L'avenir d'un parti communiste repose sur les éléments exclus ou qui n'y adhèrent pas. Eux seuls (en un mot l'opposition) peuvent aujourd'hui élaborer une plate-forme, faire la critique, éduquer réellement. Aujourd'hui la décomposition interne du parti s'accroît. Il n'a plus aucune unité. Les politiciens cherchent à sauver leur fraction parlementaire ou leurs mairies, les jeunes bureaucrates s'accrochent à l'appareil nourricier, les journalistes s'agrippent aux feuilles et éditions du parti. Et la poussée ouvrière n'est pas encore assez forte pour débayer ce terrain. Le gouvernement atteint le parti dans la mesure où celui-ci n'est pas soutenu par la masse ouvrière. Il faut donc envisager carrément les deux problèmes fondamentaux de l'opposition : *s'organiser*, et *éduquer*. Si les deux mots ne sont pas des formules creuses, cela veut dire aussi savoir où l'on va, donc dégager et préciser les tendances fondamentales du capitalisme et du mouvement ouvrier à l'heure actuelle. Le camarade Bureau dit exactement ce qu'il faut à ce sujet. Dans la *Lutte de Classes* notre rédaction a déjà fourni quelques contributions partielles à ce travail. Mais maintenant il faut aborder profondément ces études. Nous comptons bien y donner une part sérieuse de nos forces.

En ce qui concerne la question syndicale, nous avons dit depuis longtemps comment se posait la question de l'unité, ou en tout cas, le développement de véritables syndicats de masses unitaires. Pour cela, le rejet de la mainmise directe du parti sur l'appareil de la C. G. T. U. sera décisive. Nous l'avons exprimé nettement dans nos *thèses sur la question syndicale* en août 1928 (*La Lutte de Classes* n° 5). Il est incontestable que nous n'avons par la suite pas accordé assez de place aux problèmes syndicaux et aux mouvements de grève. Cela tient en partie aux difficultés de la

collaboration, et en partie à la difficulté, lorsqu'on n'est pas directement en lutte dans le mouvement syndical, d'être bien informé.

Enfin, notre camarade estime, comme nous, qu'il y a une opposition de gauche et une opposition de droite, sur le plan international, bien que ces tendances soient embryonnaires. Il nous reproche seulement de n'avoir pas assez précisé notre point de vue à ce sujet. Ce reproche est cependant mal fondé. Tous nos articles sur l'U. R. S. S. nous menaient aux conclusions de l'opposition de gauche. Nous avons été seuls dans toute la presse communiste à critiquer les *Notes d'un économiste* de Boukharine (n° 9). Nous avons défini notre position assez nettement dans l'article *Droite et gauche* (n° 10). Enfin notre n° 12 a apporté, par notre correspondance avec Trotsky, des précisions. Répétons-le une fois pour toutes : l'étiquette *gauche* ne signifie rien en elle-même ; à nos yeux elle signifie simplement marxiste révolutionnaire, par opposition à une droite qui glisse vers le réformisme, et à un centre qui se borne à palarger un peu partout. Cette gauche ne qualifie pas seulement une aile du mouvement communiste, mais une tendance entière du mouvement ouvrier international. Il est d'autre part certain que ces tendances sont très mal différenciées à l'heure actuelle, et aussi très confuses. Raison de plus pour ne pas prolonger la confusion, mais éclairer les tendances et prévoir leur développement. Un argument fort souvent employé par la droite consiste à dire qu'aujourd'hui il faut être, comme Lénine et Trotsky au 3^e Congrès de l'I. C., à droite, par opposition aux put-schistes (qui à l'époque étaient, entre autres Bela Kun et... Thalheimer). Cet argument tombe à faux 1) parce que la situation a profondément changé, et 2) parce que la gauche de cette époque était une gauche dans l'I. C., tandis que la gauche dont nous parlons aujourd'hui doit être celle de tout un courant ouvrier que l'I. C. d'aujourd'hui désorganise et affaiblit. Au 3^e Congrès on avait une Internationale encore saine, qui faisait encore dans son ensemble une politique révolutionnaire ; par conséquent être momentanément dans son aile droite était une simple opération tactique. Aujourd'hui c'est le développement général des événements, en dehors de l'I. C. qui nous dicte notre attitude.

De la seconde lettre envoyée par J. Cello nous extrayons le passage suivant, qui est une critique du rôle joué actuellement par l'I. C. :

1° *L'Internationale communiste centre l'organisation prolétarienne mondiale sur un pays où la dictature prolétarienne est condamnée par l'état arriéré du pays à une dégénérescence rapide, sauf élargissement international de la révolution. Le mouvement devrait au contraire être centré sur les pays où le prolétariat est dans la situation la plus radicale et la plus révolutionnaire, sur l'Europe occidentale (Allemagne, Angleterre).*

2° *Elle cherche à agiter, à alarmer, à alerter par n'importe quel moyen les masses travailleuses des pays capitalistes au lieu de les élever elles-mêmes à une activité autonome, par l'exemple et la propagande. Elle fait son critérium de la docilité et du suivisme des masses, non de leur niveau de conscience révolutionnaire.*

3° *Elle adopte le parlementarisme et le syndicalisme, et consacre ainsi les illusions démocratiques et les tendances corporatistes de la classe ouvrière. Le parlementarisme et le corporatisme sont les instruments traditionnels du réformisme et font définitivement partie intégrante de l'état bourgeois.*

4° *Elle consacre la politique de chefs et, par suite, la suprématie d'un appareil bureaucratique superposé à l'organisation libre des ouvriers dans les usines et sur les chantiers. Elle remet la direction politique du mouvement entre les mains d'éléments embourgeoisés ou étrangers au prolétariat, pratiquement irresponsables devant lui.*

5° *Elle place son influence dans le succès des revendications matérielles partielles. Cette attitude mène automatiquement à la collaboration de classe en limitant les exigences aux possibilités du patronat, c'est à dire en se solidarisant aux intérêts généraux de la concurrence impérialiste, de la société bourgeoise etc... Lorsque les revendications échouent, elles amènent le découragement et le discrédit de l'organisation. Lorsqu'elles réussissent, elle n'aboutissent qu'à aristocratisation de certaines couches ou portions du prolétariat vis à vis de l'ensemble. Le prolétariat ne peut améliorer sa situation d'une façon générale et universelle que par la révolution internationale.*

On reconnaîtra dans cette critique — qui déborde le cadre de notre enquête — les reflets de ce qu'on appelle l'ultra-gauche. Nous sommes en désaccord formel avec ce point de vue, justement dans la mesure où il cherche à s'opposer radicalement au marxisme révolutionnaire, tandis que nous sommes prêts à accepter ses critiques, justement lorsqu'elles contribuent à déterminer la position marxiste révolutionnaire dans la période actuelle.

Sur le premier point, nous dirons que la critique de notre camarade est assez juste : seule la révolution prolétarienne dans des pays très avancés pourra soutenir la dictature en U. R. S. S. D'où la nécessité de faire porter les efforts d'une internationale révolutionnaire sur les pays où cette révolution prolétarienne doit se produire. Il est certain que l'I. C. d'aujourd'hui entrave le mouvement international.

2° Le camarade souligne justement que l'I. C. se sert aujourd'hui de n'importe quel prétexte pour agiter la masse, sans souci de la propagande de classe (l'affaire Barataud en fut un exemple très frappant).

3° Ici apparaissent les oreilles de l'ultra-gauchisme. Négation du parlementarisme, et même du « syndicalisme ». Par syndicalisme, le camarade veut sans doute dire : l'activité dans les syndicats. Le parlementarisme est un poison. Il faut le dénoncer, c'est aussi notre avis. Mais la campagne électorale *peuvent* servir la propagande. Dans les élections le parti *peut* élever le niveau de conscience des masses. Il le fait rarement, en France surtout. Beaucoup de communistes sont gangrenés de parlementarisme, voire de municipalisme. En ce qui concerne les syndicats, nous sommes d'avis qu'il faut y travailler, même dans des syndicats réactionnaires. Contrairement à notre camaade, qui est d'accord avec Martynov qui

disait récemment au 10^e Exécutif : « Il n'y a aucun doute que dans les prochaines formidables batailles de classes dans de nombreux pays, les premiers combats et les plus acharnés auront lieu contre le prolétariat révolutionnaire et l'aristocratie ouvrière ayant à sa tête la Social-démocratie social-fasciste. Il est incontestable que dans les pays les plus industriels, tels que l'Allemagne, l'Angleterre, une vraie guerre civile se déroulera directement entre le prolétariat et l'aristocratie ouvrière, devenue maintenant le détachement avancé de la contre-révolution bourgeoise. Ce sera la lutte la plus sérieuse. » Curieux rapprochement entre un vieux-menchevik et un ultra-gauchiste !

4° L'I. C. d'aujourd'hui a creusé un fossé entre les masses et les cadres. Elle a bureaucratisé les directions, étouffé toute spontanéité de sa base. Ainsi elle ne représente plus les intérêts constants du prolétariat. Tout cela est certain.

5° Notre camarade exagère. L'I. C. ne place pas du tout son influence dans « le succès des revendications matérielles partielles ». Au contraire. Elle ne fait aujourd'hui que de l'agitation politique de surface, et elle se moque des revendications partielles. Ce que critique le camarade, c'est la pratique des *réformistes*, qui ne demandent au patronat et à l'Etat que ce qu'ils peuvent lui accorder. Un peu moins de formalisme et un peu plus d'exemples concrets lui montreraient que justement la dialectique de la lutte ouvrière consiste à exiger du patronat des concessions que celui-ci ne peut accorder sous peine d'affaiblir sa position. Le patronat n'accorde rien de lui-même. Il faut lui arracher. Nous voyons une lutte géante actuellement en Angleterre : le prolétariat exige des augmentations de salaires que les patrons ne peuvent accorder sans se ruiner — ce qu'ils se garderont de faire. La lutte est aiguë, et les travaillistes servent à tromper les ouvriers, en espérant — naïfs et bornés qu'ils sont — améliorer leur sort. Voilà ce que ne comprennent pas les ultra-gauches qui ont mal digéré les enseignements de Rosa Luxembourg.

Ce que nous critiquerons dans les critiques de notre camarade, c'est le point de vue tout à fait abstrait. Il s'agit d'une I. C. en bronze doré immuable, principielle, théorique — mythique. Cependant l'I. C. est quelque chose de mouvant, qui est née, s'est développée et dégénère, qui a subi de profonds changements de tactique et même de théorie ; et tout cela s'est effectué sous la pression des mouvements de classe, surtout en U. R. S. S. Il s'agit de processus concrets. Il faut les suivre et les utiliser, sans attendre le jour de la révolution universelle, que les ultra - gauche veulent bien réaliser, mais pas préparer.

—REV— 201

Nous nous sommes bornés à apprécier sommairement deux lettres. Nous comptons prendre cette enquête pour base pour développer quelques points de vue. Cette base nous fait défaut. Nous le ferons donc ultérieurement, d'une façon indépendante.

..... LES LIVRES

M. Chambelland. *Vers un Nouveau Congrès d'Amiens. Discours prononcé au V^e Congrès de la C.G.T.U. Introduction de Monatte. La Renaissance du Syndicalisme n° 1. Librairie du Travail.* 0 fr. 75.

La minorité syndicaliste n° 1, celle qui s'est formée en 1924 après l'exclusion de Monatte et de ses amis et s'est groupée dans la Ligue Syndicaliste en prenant « *la Révolution Prolétarienne* » pour organe publie dans cette brochure le discours prononcé par l'orateur délégué par elle au dernier Congrès de la C. G. T. U. Il est bon que cette brochure paraisse pour la clarté de la discussion car on n'ignore pas la falsification systématique des thèses de toutes les minorités dans l'*Humanité* et dans la *Vie Ouvrière*. Il serait bon aussi que les interventions des orateurs de la minorité n° 2 qui s'est formée au récent Congrès et même des minorités « sauvages » soient également publiées. Profitons-en toujours pour rétablir la vérité sur la fameuse formule de « quarante ans de paix sociale » mise en épingle par l'*Humanité* : « Nous pensons que nous sommes dans une période qui va se continuer pendant 20, 30 ans, une période où l'idéologie de l'Impérialisme c'est à dire le pacifisme va abuser les masses ouvrières pour les maintenir dans la domination capitaliste ». (p. 22).

Nous pensons que le mouvement des nouvelles minorités syndicales dans la C. G. T. U. procède d'une réaction spontanée très saine contre les erreurs du Parti Communiste qui se mène à sa perte et qui y mène le mouvement syndical révolutionnaire. Le danger pour cette réaction spontanée c'est de rester à l'état brut sans comprendre la situation, ce qui semble être la position actuelle de beaucoup de militants de la minorité n° 2 ou de s'aiguiller carrément, par incompréhension sur une voie fausse comme c'est le cas pour ceux de la vieille minorité qui ne voient d'autre solution que le retour au vieux syndicalisme soi-disant apolitique d'avant-guerre, qu'ils voient d'ailleurs beaucoup plus à travers son idéologie de la Charte d'Amiens que dans sa réalité. Le syndicalisme français ne repoussait « l'ingérence des partis politiques » que par ce qu'il en était un lui-même, organisation de minorité et non de masse en réaction contre l'opportunisme gouvernemental des partis socialistes. « Le syndicalisme renaîtra, ce syndicalisme renaîtra, en qui nous avons consacré la plus grande confiance ». Voire ; c'est donc qu'il est mort (et nous savons quel fut son enterrement : le discours de Jouhaux sur la tombe de Jaurès, ce ne fut pas

ABONNEZ-VOUS !

joli) et s'il est mort c'est probablement parce qu'il avait cessé de correspondre à la réalité existante. Qu'est-ce donc qui est le plus utopique, Chambelland, travailler à la renaissance du vieux syndicalisme qui n'existe plus qu'en rêve ou au redressement du communisme d'après-guerre, qui, lui, n'a pas cessé en dépit de toutes ses erreurs monstrueuses d'être une réalité existante, preuve qu'il correspond à quelque chose ? Syndicalisme en vase clos, séparation du politique et de l'économique, utopies abstraites que tout cela même si l'on considère le vieux syndicalisme d'avant-guerre. Comment donc travailler non pas à la renaissance mais au redressement du syndicalisme révolutionnaire ? En travaillant en même temps au redressement du communisme révolutionnaire ; les deux tâches ne sont pas séparées, non plus que la politique et l'économique. Sinon, c'est l'utopie irréelle ou bien, pourquoi mâcher les mots, le glissement vers le réformisme et la C. G. T. d'après-guerre, authentique héritière d'après-guerre de la dégénérescence du syndicalisme d'avant-guerre, et ce n'est pas une des moindres critiques que nous ayons à adresser à la direction commune du Parti et de la C. G. T. U. que de fournir les conditions objectives d'un tel glissement.

Les critiques générales de Chambelland sur les perspectives générales de l'I. S. R. et de l'I. C. contiennent des choses justes mais elles ont le défaut de rester abstraites et d'opposer des affirmations contraires assez faibles. Lorsqu'on vous parle de « dangers de guerre imminents » et de « radicalisation des masses » il n'y a pas à proposer des solutions inverses comme le « pacifisme impérialiste », singulier pot-pourri de Lénine et de Lounzon, et « les 20 ou 30 ans » de domination capitaliste (pourquoi ces chiffres ?), mais à critiquer la manière absurde dont ces questions sont posées et à dénoncer les raisons pour lesquelles elles sont posées de manière aussi absurde, raisons qui se trouvent dans la direction bureaucratique de l'I. C. et de l'I. S. R. qui de plus en plus déracinée de la réalité révolutionnaire confond manœuvre et politique, application théorique et propagande, désir et réalité.

A. A.

..... LES REVUES

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE. N° 17-18. *La lutte pour l'or et le Plan Young*, par L. MADYAR — Un article inédit de LÉNINE : *Une orientation naissante de l'économisme impérialiste* ; Lénine combat les Polonais et les Hollandais qui étaient contre le droit des peuples à disposer d'eux mêmes. Boukharine les avait soutenu quelque temps, et l'article est spécialement dirigé contre lui.

N° 19. — *Les déductions théoriques de Boukharine et la déduction politique de l'I. C. Le capitalisme organisé dans chaque pays*, par HEINZ NEUMANN. Ces deux articles sont dirigés contre Boukharine. Après l'avoir destitué de toutes ses fonctions dans l'Internationale, Staline s'occupe à le détrôner au point de vue théorique. On publie les anciens articles de Lénine contre Boukharine, on dresse des contradicteurs inattendus, on construit des doctrines nouvelles. Après avoir fait de Boukharine le véritable continuateur de Lénine, et de Marx, on en fait soudain un perpétuel dissident. Hier il dirigeait l'Internationale, il fournissait des théories et des rapports immenses sur l'U. R. S. S., sur la révolution chinoise, etc... Aujourd'hui ses théories sont un amas de perpétuelles erreurs, copiées des social-démocrates et des libéraux bourgeois, tout juste bonnes à jeter aux chiens. Pour nous, il est clair que jamais Boukharine n'a été un bon interprète de Marx et moins encore de Lénine ; nous l'avions déjà critiqué à propos de sa *Théorie du matérialisme historique*. Sa scolastique et son pédantisme lui ont toujours interdit de s'assimiler vraiment la dialectique marxiste. Sa conception de l'impérialisme ne ressemble que de loin à celle de Lénine et Rosa Luxembourg, prolongement des analyses de Marx. Ses théories sur la croissance économique en U. R. S. S. se ressentent d'un esprit borné. Cependant il va de soi que Boukharine est encore supérieur à ceux qui le condamnent aujourd'hui, et qui n'ont pour tout bagage que les ordres de Staline. — Plusieurs articles sur *la crise du Parti Communiste anglais*. Cette crise a été déterminée par la façon absurde dont a été appliquée et imaginée la tactique « classe contre classe » en Angleterre. Sur l'injonction de Moscou le Comité Central du Parti s'est condamné lui-même en promettant de ne plus recommencer. Fonctionnaires serviles. Quelques importantes fédérations (dont Londres) refusent de recevoir des volées de bois vert avant que des discussions et critiques bilatérales aient été faites, et condamnent la tactique « Classe contre classe » actuelle.

Veuillez noter notre nouvelle adresse :

45, B-d de la Villette, Paris Xe

LA NOUVELLE REVUE FRANÇAISE. Octobre 29. — *L'affaire Roussakov ou l'U. R. S. S. d'aujourd'hui* par PANAIT ISTRATI. — L'affaire Roussakov, c'est un cas typique de persécution bureaucratique dirigée précisément contre la famille de notre ami Victor Serge. A la suite d'une algarade provocatrice, Roussakov, vieil ouvrier révolutionnaire, beau-père de Victor Serge et sa fille Liouba sont menacés d'exécution dans la presse officielle, acquittés par le tribunal populaire puis condamnés administrativement. Cette affaire est typique de l'U. R. S. S. d'aujourd'hui, de la terreur bureaucratique dirigée contre quiconque ne se soumet pas basiquement aux volontés de l'appareil. Les faits ne sont que trop vrais et Istrati les raconte honnêtement. Mais il se laisse aller à son tempérament spontané et irréfléchi et dans son indignation, se répand en propos qui dans la bouche de tout autre que lui, deviendraient des affirmations contre-révolutionnaires. Il doit comprendre aussi que la N. R. F. n'était pas spécialement désignée pour exposer les dissensions entre révolutionnaires.

EUROPE. 15 Septembre 29. — *En deça de la Révolution* par JEAN GUEHENNO. — Jean Guehenno critique honnêtement quoique avec un peu d'inexpérience le réformisme révisionniste de De Man, l'auteur d'*Au delà du Marxisme*. Il tient surtout à marquer que le matérialisme historique n'est pas responsable du réformisme. — *Le caractère religieux du Communisme* par LEON PIERRE QUINT. Prenant pour prétexte le petit pamphlet de F. Arouet sur « la Fin d'une parade philosophique : Le Bergsonisme ». Léon-Pierre Quint, critique littéraire à la *Revue de France*, trouve spirituel de se livrer à des considérations parfaitement imbéciles qui ne montrent que sa nullité intellectuelle et son ignorance de ce dont il parle. Au matérialisme qu'il trouve religieux (!) il oppose un scepticisme qu'il croit sans doute élégant mais qui n'est que l'acceptation la plus basse du régime bourgeois.

LA REVUE MARXISTE. Août-Septembre 1929. — Cette revue diminue de volume de façon inquiétante. On dit même qu'elle cesserait de paraître. *La doctrine communiste du mariage et de la famille* par RIAZANOV (fin). — *Souvenirs de guerre à la guerre* par CH. RAPPOPORT. L'orgueil puéril et grotesque du clown bien connu qui cherche à faire illusion retrospectivement sur son personnage en le gonflant démesurément s'y manifeste à plein. *La Conférence de Zimmerwald* : recueil de documents et procès-verbaux ayant trait à cette importante conférence internationale tenue pendant la guerre, etc...

LA REVUE DES VIVANTS. Le numéro 10 (octobre) de la *Revue des Vivants* contient une série d'articles assez bien documentés, sous le titre général : *Les capitaux américains achètent l'Europe*. On y trouve : *La finance américaine et l'Europe*, par J. COMPEYROT. *La douane des Etats-Unis et l'Europe* par Pierre LYAUTEY (bonne documentation). *Les capitaux américains en Allemagne* (sérieuse documentation). *La firme Harri-man en Pologne*, par J. P. SYBERG. *Les Etats-Unis et l'industrie automobile*, par J. FEVRIER (bonne étude sur le conflit Ford-General Motors). Enfin une étude sur la *Mainmise américaine sur le cinéma*

d'Europe. Dans un article d'introduction M. Miraux pose le problème de l'impérialisme Américain, et quant à lui, est tenté de croire que l'Amérique n'a pas encore une conscience tout à fait claire d'une nécessité d'expansion impérialiste. L'ensemble des articles comprend un matériel documentaire intéressant.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE. N° 87. — Une lettre de PATRI en réponse à la thèse de Louzon sur l'Est-chinois. Un nouvel article de Louzon sur la question. —

N° 88. — *Le seul moyen pour le travaillisme anglais d'arrêter la diminution des salaires*, par LOUZON. Sizoff répond à cet article dans le présent n° de la *Lutte de Classes*. — *Non, Monmousseau, nous ne fuirons pas*, par CHAMBELLAND. — Pour Francesco Ghezzi.

N° 89. — *Le 5° Congrès de la C. G. T. U.*, par CHAMBELLAND. Chambelland fait un résumé du congrès et place tout son espoir dans la nouvelle minorité. — *La « meilleure » domination étrangère*, par LOUZON. Troisième article sur le conflit Sino-russe, en réponse à Trotsky. Louzon s'entête dans sa position qui apparaît maintenant très nettement comme du nationalisme pacifiste.

CONTRE LE COURANT. N° 36-37. — Un article de Germaine GOUJON sur le congrès de la C. G. T. U. — A propos du conflit Sino-russe, on reproduit les articles de Louzon, Van Overstraeten, Trotsky. The militant, plus une lettre de Landau. La rédaction publie un nouveau point de vue sur cette question.

L'OUVRIER COMMUNISTE. — N° 2. — Dans ce numéro on peut lire le début de la brochure de GORTER en réponse à la *Maladie Infantile du communisme* de LENINE.

SOUSCRIPTION (3^e liste) :

Pedroza, 50. — Cl. N., 100. — A. Reymond, 5. — A. Voisin, 5. — Camus, 25. — Comité de rédaction de la revue, 500.
Total de la 3^e liste : 685.
Total des 3 premières listes : 1815.

REÇU AU BUREAU DE LA REVUE :

Les hommes du 1905 russe, par Michel MATVEEV (Les Revues). — *Le désarmement devant la Société des Nations*, par A. GARDES (A. Pédone, éd.). — *A l'Ouest rien de nouveau*, par E. M. REMARQUE (Stock). —

Le Gérant : Pierre NAVILLE



Imprim. de la Soc. Nouv. d'Éditions Franco-Slaves
32, rue de Ménilmontant, 32, Paris (20)